

SPORE

Le magazine
du développement
agricole et rural
des pays ACP

<http://spore.cta.int>

N°174
FÉVRIER-MARS 2015

INTERVIEW
Afiavi Agboh-Noameshie,
spécialiste des questions de
genre au Centre du riz pour
l'Afrique

OBJECTIFS DE
DÉVELOPPEMENT DURABLE

Fixer le cap

LITCHI

**Un produit
de fête**

NOURRIR LE BÉTAIL EN AFRIQUE

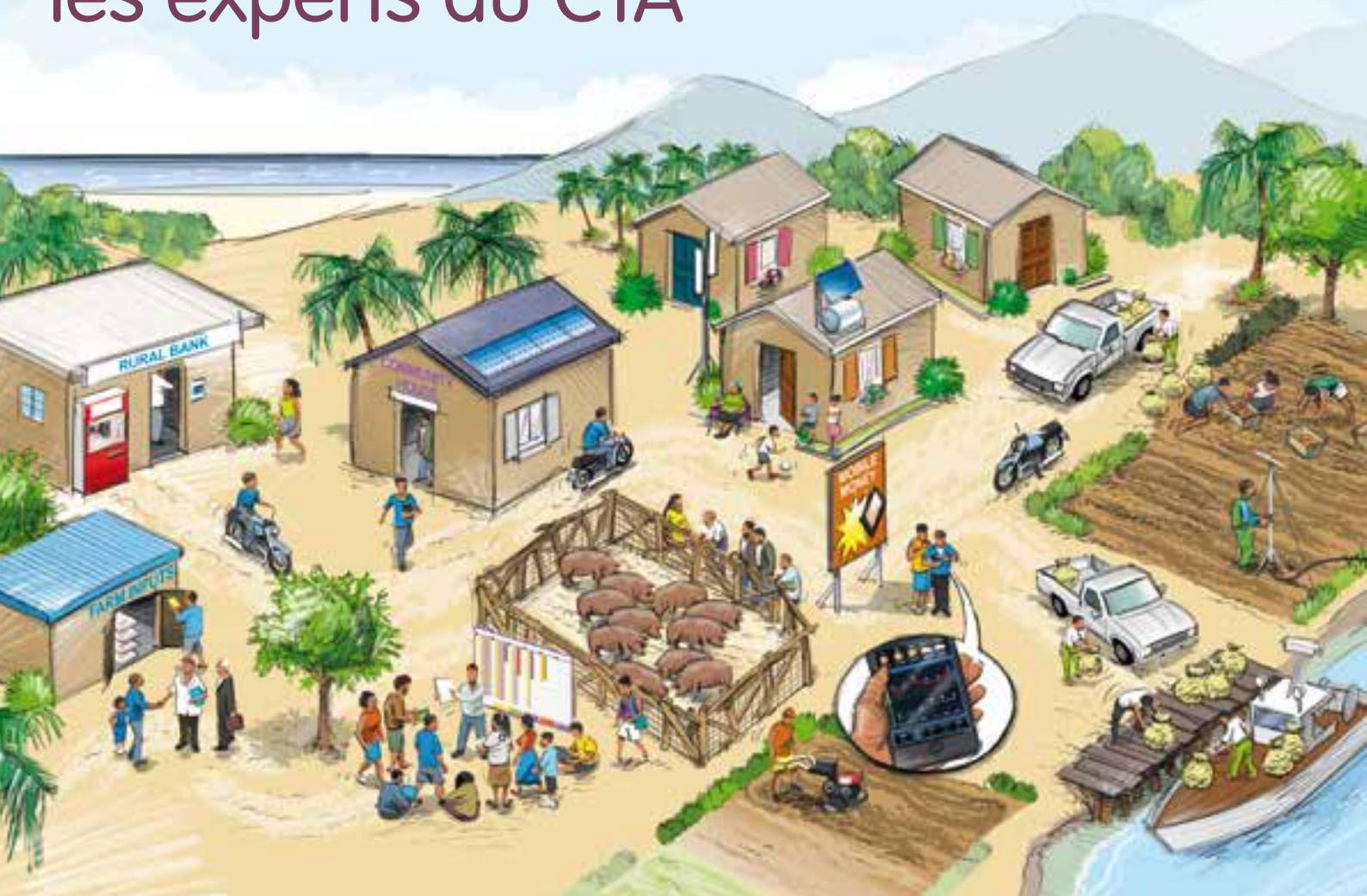
**Indispensable
fourrage**



Comment relancer l'agriculture familiale ?



Découvrez les 4 pistes proposées par les experts du CTA



En savoir plus sur www.cta.int/iyff



Editorial

Promouvoir une agriculture sensible aux enjeux nutritionnels



La deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), organisée à Rome en novembre 2014, a rassemblé plus de 2 200 participants. L'objectif était de faire le point sur les avancées dans la lutte contre la malnutrition et de définir la marche à suivre pour les années à venir. En dépit de la diminution de la malnutrition au cours de ces 20 dernières années, de réels défis subsistent : chaque jour, 805 millions de personnes vont se coucher le ventre vide ; 2 milliards souffrent de "faim cachée" ou de carences en micronutriments ; et près de 500 millions sont atteintes d'obésité. La malnutrition n'est pas seulement une tragédie humaine, elle a aussi un coût économique considérable ; la malnutrition infantile coûte ainsi chaque année plus de 80 milliards d'euros à l'échelle mondiale.

Pour lutter efficacement contre la malnutrition, il convient d'adopter une approche multisectorielle. L'agriculture est ici un secteur clé, elle est source d'aliments tout en générant des emplois et des revenus pour les populations les plus pauvres.

Au cours de la CIN2, la Commission européenne, la FAO, la Banque mondiale et le CTA ont lancé un cadre d'action commun dans le domaine de l'agriculture et de la nutrition. Cette initiative vise à mobiliser les quatre organisations autour d'un même objectif : promouvoir une agriculture sensible aux enjeux nutritionnels dans les pays où elles sont présentes.

Ce cadre identifie trois priorités stratégiques qui doivent faire l'objet d'efforts conjoints de la part des quatre partenaires : améliorer la mobilisation des ressources et l'engagement politique à renforcer le lien entre les systèmes alimentaires, les systèmes agricoles et la nutrition ; déployer à l'échelon des pays des interventions alimentaires et agricoles sensibles aux enjeux nutritionnels et qui ont déjà fait leurs preuves ; accroître les connaissances et les données concrètes disponibles pour maximiser l'impact des systèmes alimentaires et agricoles sur la nutrition.

Ensemble, nous nous emploierons à faire la différence sur le terrain et à aider les populations les plus touchées par la malnutrition.

Michael Hailu
Directeur du CTA



OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE
Fixer le cap

4

À LA UNE



AFIAVI RITA
AGBOH-NOAMESHIE
La riziculture et l'autonomisation des femmes

12

INTERVIEW



NOURRIR LE BETAIL EN AFRIQUE Indispensable fourrage

13

DOSSIER

- 4 | À la une
- 6 | Agriculture
- 8 | Élevage et pêche
- 9 | Environnement
- 10 | Recherche et TIC
- 11 | Entreprise et commerce
- 12 | Interview

13 | Dossier Nourrir le bétail en Afrique : indispensable fourrage

Améliorer le fourrage et la provende

17 | Point de vue Emmanuel Osei Akuamoah : regrouper pour mieux financer

Une approche sur mesure

18 | Reportage Malawi : un modèle intégré

Provenderie et élevage, le mariage réussi d'une entreprise locale

20 | Chaînes de valeur Litchi : un produit de fête

21 | Publications

25 | Agir avec le CTA

SPORE est le magazine bimestriel du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Le CTA est régi par l'Accord de Cotonou entre le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne, et financé par l'UE. • CTA • Postbus 380 • 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas • Tél. : +31 317 467 100 • Fax : +31 317 460 067 • E-mail : cta@cta.int • Site Web : www.cta.int • **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION** : Michael Hailu • **DIRECTEUR DU COMITÉ DE RÉDACTION** : Stéphane Gambier • **COORDINATION DU COMITÉ DE RÉDACTION** : Anne Legroscolard • **COMITÉ DE RÉDACTION** : Krishan Bheennick, Isolina Boto, Thierry Doudet, Vincent Fautrel • **MARKETING** : Thérèse Burke • **RÉDACTION** : Directeur de la rédaction : Joshua Massarenti • Vita Società Editoriale S.p.A., Via Marco d'Agate 43, 20139 Milan, Italie • Rédactrice en chef de la version anglaise : Susanna Thorp (WRENmedia Ltd) • Fressingfield, Eye, Suffolk, IP21 5SA, Royaume-Uni • Rédacteur en chef de la version française : Bénédicte Chatel (CommodAfrica), 12, avenue de Wagram, 75008 Paris, France • Rédacteur en chef de la version portugaise : Ricardo Bordalo, Tapada da Carvalha, Cabanões, São João de Lourosa, 3500 - 885 Viseu, Portugal • **CORRESPONDANTS** : ont participé à ce numéro N. Ackbarally (Maurice), M. Andriatiana (Madagascar), K. Bascombe (Trinité-et-Tobago), B. H. Carreon (Palau), K. A. Domfeh (Ghana), M. Issa (Bénin), E. D. Karinganire (Rwanda), J. Karuga (Kenya), M. A. Konte (Sénégal), P. Kouakou (Côte d'Ivoire), M. L. Marna (Guinée-Bissau), S. Mbugna (Kenya), C. Mkokka (Malawi), C. Muasya (Kenya), P. Sawa (Kenya), T. Tiemtore (Burkina Faso) • **AUTRES CONTRIBUTEURS** : N. Brynaert, S. Federici, O. Frost, A. Guillaume-Gentil, ISO Translation & Publishing, D. Juchault, P. Lhoste, D. Manley, F. Mantione, A. Perrin, M. Protz, C. Puscaddu, Tradcatts, G. Zati • **DESIGN** : Intactile DESIGN, France • **MISE EN PAGE** : Lai-Momo, Italie • **IMPRESSION** : Latimer Trend & Company, UK • © CTA 2014 - ISSN 1011-0054

Fixer le cap

2015 sera incontestablement une année charnière pour l'agenda du développement. Amorcé dès 2012, le dialogue entre les États membres des Nations unies, la société civile et le secteur privé sur l'après-2015 est bien engagé. Qu'en est-il des pays ACP, en matière agricole ?

À la fin du XX^{ème} siècle, les 191 États membres des Nations unies adoptaient les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et s'engageaient à réduire de moitié la pauvreté dans le monde à l'horizon 2015. Une ambition qui a permis de canaliser des financements et des énergies autour de huit objectifs principaux. Ceci dit, non seulement les résultats sont en demi-teinte (voir encadré) mais les OMD avaient un péché originel : celui de ne pas avoir été élaborés de manière participative alors qu'ils étaient nés d'un consensus international. Un grief pris à bras le corps par les Nations unies, qui ont lancé dès 2012, une série de consultations pour réfléchir sur un nouvel agenda du développement après 2015, intégrant cette fois-ci toutes les parties prenantes.

Un processus ambitieux et complexe

Les discussions pour fixer les objectifs post-2015 se sont d'abord déroulées au sein des Nations unies avec la mise en place d'une équipe spéciale à la suite du Sommet sur les OMD de 2010. De son côté, en juin 2012, la Conférence de Rio +20 s'est penchée sur l'élaboration d'un ensemble d'Objectifs de développement durable (ODD). Puis, ces deux groupes de discussion ont été fusionnés. Les enjeux du développement ont ainsi été regroupés avec ceux de la durabilité et de l'environnement et il a été acté que le futur programme de développement sera constitué d'ODD. Un Comité intergouvernemental, le Groupe de travail ouvert (GTO), créé en janvier 2013, est alors chargé de rédiger un document de synthèse formalisant les différentes options pour les ODD sur la base du document issu de la conférence Rio+20, "L'Avenir que nous voulons".

En parallèle, des consultations se sont déroulées dans de nombreux pays sur différents thèmes, comme la sécurité alimentaire ou la gouvernance. En outre, le PNUD a mis en place "une conversation mondiale" pour recueillir en ligne ou par SMS l'avis des citoyens à travers la planète. Plus d'un 1,8 million de personnes y ont participé. En outre, une enquête mondiale *MY World*, à laquelle peut participer chaque citoyen, se déroule jusqu'en 2015. Au cours du seul premier trimestre 2014, près de 2 millions de personnes dans plus de 190 pays ont exprimé leurs six priorités de développement.

Depuis le début de l'année 2015 se déroulent les négociations entre les États membres des Nations unies pour arrêter les ODD. La base de négociation est le "Document final" du GTO qui propose 17 objectifs et 169 cibles pour

la période 2015-2030. Par rapport aux OMD, les ODD sont plus ambitieux, les domaines couverts plus larges car traitant des trois dimensions du développement durable à savoir l'économique, l'environnemental et le social. S'ils concernent surtout les pays en développement, certains objectifs ou cibles peuvent être considérés comme universels.

Le premier objectif est l'élimination de la pauvreté. S'agissant de l'agriculture, le document du GTO souligne son importance en termes de sécurité alimentaire et de nutrition, tout en affirmant la nécessité de préserver les ressources et l'environnement. Sur les 17 objectifs, trois concernent l'agriculture au sens large : le premier est de mettre fin à la faim, assurer la sécurité alimentaire et une nutrition adéquate à tous et promouvoir l'agriculture durable (objectif 2) ; le deuxième est de parvenir à une conservation et un usage soutenable des ressources marines, des océans et des mers (objectif 14), alors que le troisième vise la protection et la restauration des écosystèmes terrestres et de la biodiversité (objectif 15).

Les pays ACP se positionnent

En décembre 2013, le Conseil des Ministres ACP adopte la Déclaration ACP, socle commun des besoins et des attentes vis-à-vis du programme post-2015. Elle s'articule

Comme d'autres régions d'Afrique, l'est de l'Ouganda enregistre une augmentation continue de sa population, alors que l'environnement se dégrade. Une situation qui augmente la pression sur des terres de plus en plus arides.



autour de quatre grands axes, selon Achille Bassilekin, sous-secrétaire général du Secrétariat du groupe des États ACP : la nécessaire stimulation de la croissance économique et sociale ; la définition d'objectifs de développement durable qui tiennent compte des priorités et circonstances nationales ; la mobilisation de ressources et le renforcement des capacités endogènes et des partenariats.

L'agriculture et le développement rural occupent une place centrale dans les discussions des pays ACP, souligne Achille Bassilekin. Ils demeurent le premier bassin d'emplois et contribuent en moyenne à 60 % du PIB des pays ACP. "Le développement rural, c'est aussi la préservation des modes de vie, des terroirs et de l'identité de nos communautés", observe-t-il. Dans ce domaine, "le groupe ACP milite pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle accrue, le renforcement de l'agriculture biologique et la préservation des écosystèmes, le développement des chaînes de valeur agricoles, et enfin, le développement des services sociaux en zone rurale pour atténuer l'impact de la pauvreté".

Dans la "Position africaine commune" (PAC), adoptée en juin 2014 par l'Union africaine et où sont regroupées les priorités de développement du continent post-2015, les pays africains prônent une agriculture viable, l'autosuffisance alimentaire et la nutrition. Pour y parvenir, ils recommandent notamment d'améliorer la productivité des petits agriculteurs par la technologie, des systèmes d'irrigation à petites échelles, le développement des infrastructures rurales et des services sociaux et de crédit. Ils préconisent aussi la modernisation et la diversification de l'agriculture via l'implication du secteur privé et l'expansion de l'agro-industrie ainsi que le renforcement de la capacité de résistance aux chocs extérieurs et climatiques.

Les deux régions des Caraïbes et du Pacifique ont également défini une position interrégionale sur l'agenda post-2015 dans le processus préparatoire à la 3^{ème} Conférence des Nations unies sur les petits États insulaires. Une position peu éloignée de celle commune aux pays ACP, observe Achille Bassilekin. "Pour ces deux régions, l'agenda de développement post-2015 doit mettre l'accent sur l'éradication de la pauvreté ; de surcroît cet agenda doit engendrer plus d'égalité et contribuer à bâtir une meilleure

résilience environnementale. C'est pourquoi les deux régions, face à leurs vulnérabilités intrinsèques, en appellent à l'élaboration d'indicateurs-témoins dans la formulation de politiques et stratégies de résilience. Pour ces pays, la construction de la résilience doit servir de soubassement aux Objectifs de développement durable et à l'élaboration d'un agenda de développement post-2015" souligne-t-il.

Les pays ACP militent aussi pour intégrer la dimension du changement climatique dans l'ensemble des négociations. Ce changement climatique est l'une des plus graves menaces qui pèsent sur le développement : il peut aller, dans certains cas, jusqu'à remettre en cause l'existence même de certains États, notamment insulaires. C'est aussi

une question vitale pour l'agriculture. L'objectif 13 y fait implicitement référence ("Promouvoir des actions à tous les niveaux pour lutter contre le changement climatique") mais est fortement sujet à discussion.

Encore en gestation, les ODD qui seront adoptés lors l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2015, résulteront d'un large processus participatif où chacun aura pu s'exprimer. L'étape suivante sera la mobilisation des moyens financiers pour les mettre en œuvre. La CNUCED estime qu'il faudra mobiliser 2 000 milliards d'euros supplémentaires d'investissements publics et privés pour y parvenir. Mais, le défi sera aussi d'assurer le contrôle des ODD et donc de disposer de données et d'indicateurs fiables et de qualité pour mesurer l'état d'avancement et concevoir des politiques et actions appropriées. ■

Anne Guillaume-Gentil

Objectifs du Millénaire, un bilan en demi-teinte

À un peu plus d'un an de la date butoir pour la réalisation des OMD, le rapport 2014 souligne des avancées majeures. Ainsi, plusieurs Objectifs ont été atteints au premier chef desquels la réduction de moitié du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté avant 2010. Autres points positifs, la réduction de moitié du nombre de personnes n'ayant pas accès à une source d'eau améliorée, l'élimination de la disparité entre les sexes à la fois dans l'enseignement primaire et secondaire ou encore l'amélioration de la vie de 100 millions d'habitants vivant dans des bidonvilles.

En revanche, le tableau est plus nuancé en ce qui concerne les OMD liés à la santé, notamment en matière de réduction de la mortalité infantile et maternelle ou de l'accès à l'assainissement. En outre, si la proportion de personnes sous-alimentées a diminué de 24 % en 1990-1992 à 14 % en 2011-2013, la progression s'est ralentie au cours de la dernière décennie et la cible (réduire de moitié le pourcentage de personnes souffrant de la faim) n'est pas atteinte. De même, la sous-alimentation chronique des enfants de moins de 5 ans a diminué mais un enfant sur quatre en souffre toujours.

En outre, des disparités existent entre les zones urbaines et rurales ainsi qu'entre régions. Si l'Asie de l'Est et le Pacifique sont en mesure d'atteindre les huit Objectifs en 2015, ce n'est pas le cas dans tous les pays d'Afrique sub-saharienne. Néanmoins, le rapport des OMD pour l'Afrique en 2013 soulignait que le continent était en bonne voie d'atteindre d'ici 2015 les cibles suivantes : l'éducation primaire pour tous, la parité des genres à tous les niveaux du système éducatif, un taux de prévalence du VIH/sida plus faible chez les 15 à 24 ans, l'accroissement de la population ayant accès à des médicaments antirétroviraux et l'augmentation de la proportion de sièges occupés par les femmes au sein des parlements nationaux.



© IRINE, Denholm

JEUNES

Lauréat du prix Anzisha

Le prix Anzisha est ouvert aux jeunes entrepreneurs africains âgés de 15 à 22 ans qui participent à l'amélioration de la vie au sein de leurs communautés. Le 3^{ème} prix de l'édition 2014 a été décerné à Gabriel Kombassere, 17 ans, fondateur de Ribla Neda, une association agricole qui lutte contre la malnutrition et la pauvreté à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire.

RIZ

Des barrages pour lutter contre le sel

La culture du riz connaît un véritable boom sur le continent africain et les innovations se multiplient. Si au Congo, le choix s'est porté sur les semences améliorées, au Sénégal, ce sont les petits barrages anti-sel qui ont permis de désaliniser les terres. Les paysans de la zone centre (vallée de Fayil) ont ainsi renoué avec la culture du riz.

ALGUES

Une nouvelle industrie à Maurice

A l'île Maurice, des pêcheurs cultivent des algues qu'ils utilisent pour fabriquer du compost, des achars et de la gelée. Ils visent désormais à créer une industrie qui fournira des algues aux producteurs de médicaments et de cosmétiques. Ce qui palliera la baisse de leurs revenus en raison de la diminution des prises dans le lagon.

DIVERSIFICATION

L'avocat au secours des caféiculteurs

Avec l'appui de Norfund, la société Africado Ltd a développé au pied du Kilimandjaro, en Tanzanie, une plantation d'avocats de plus de 40 000 arbres sur 137 ha et fait appel à plus de 2 400 producteurs sous-traitants. Cette initiative permet aux caféiculteurs de la région de compléter leurs revenus en cultivant des avocats.

MAUVAISES HERBES

Un obstacle à la culture du manioc

Lors d'une discussion interactive visant à comprendre les freins à l'agriculture, des jeunes agriculteurs ont identifié les mauvaises herbes comme l'obstacle le plus important à la culture du manioc. Le projet "*Sustainable Weed Management Technologies for Cassava Systems in Nigeria*" cherche à développer de nouvelles pratiques de gestion des mauvaises herbes, innovantes et plus efficaces, en associant diverses techniques : variétés améliorées, calendrier de plantation approprié, nutrition adaptée et culture intercalaire. Dans ce cadre sont également testés des herbicides qui pourraient rendre la lutte contre les mauvaises herbes dans la culture du manioc plus efficace et performante.



La mangue est valorisée grâce au séchage en fours solaires.

AFRIQUE DE L'OUEST

La mangue séchée fait des émules

Le Mali et le Sénégal s'inspirent de l'expérience du Burkina Faso pour renforcer la commercialisation de la mangue séchée sur les marchés européens.

Après l'ananas séché du Bénin, du Cameroun et du Togo, c'est au tour de la mangue séchée du Burkina Faso de faire des émules dans la sous-région et de pénétrer de plus en plus le marché européen grâce aux centrales d'achat du commerce équitable.

Au Sénégal, les acteurs de la filière mangue ont décidé de suivre l'exemple burkinabè en mettant l'accent sur la mangue séchée afin d'allonger la période de commercialisation de ce fruit. Le Sénégal, qui dispose des meilleures mangues de la sous-région selon le président de l'Interprofession horticole du Sénégal, Cheikh Ngane, se place tout juste derrière la Côte d'Ivoire en termes de volume d'exportation. «Un peu partout en Afrique de l'Ouest, la mangue séchée est une opportunité qui n'est pas suffisamment exploitée, alors

que la mangue reste le fruit le plus important en terme de production annuelle» affirme Cheikh Ngane.

Sur un marché international encore dominé par le Brésil, l'Afrique de l'Ouest ne faiblit pas puisqu'elle détient aujourd'hui, avec 40 % de la production mondiale, la seconde place. Elle bute cependant sur la difficulté de diversifier ses marchés à l'exportation. Le Mali se positionne aussi sur le marché en mobilisant certaines zones de production autour de la capitale, Bamako. Ainsi, si l'exploitation a été améliorée grâce au four à séchage solaire, les pertes sont encore nombreuses à cause de la difficulté de conserver les mangues. Avec 10 tonnes de mangues fraîches récoltées, les transformatrices au Mali parviennent aujourd'hui, à assurer une production d'une tonne séchée de ce fruit qui a été présenté au dernier Salon du Goût à Turin.

Et, si l'Union européenne est encore le principal marché, le pari des exploitants de la zone (Mali et Sénégal surtout) est de se mettre en conformité avec les normes des emballages et d'arriver, grâce au four solaire, à améliorer la qualité de la production. «Nous n'exportons pas vers les États-Unis parce qu'ils refuseront notre mangue tant qu'il y aura la présence de la mouche des fruits au Sénégal», souligne Cheikh Ngane, qui demeure cependant optimiste pour l'avenir. ■

NUTRITION

Les Tanzaniens roulent pour promouvoir les légumes traditionnels

En Tanzanie, des rallyes ont été organisés pour sensibiliser les populations aux avantages de cultiver et consommer des légumes traditionnels africains.

En 2014, une idée originale a envahi les routes de Tanzanie pour promouvoir les légumes traditionnels et proposer aux gens des solutions concrètes pour améliorer leur régime alimentaire : les rallyes 'légumes traditionnels africains'. Armées de haut-parleurs, de posters, de brochures et d'échantillons de semences et de plantes, deux équipes se sont rendues dans les villages des régions d'Arusha et Dodoma, suivant chacune une route différente. Depuis un bus haut en couleurs, les animateurs des rallyes

Les "rallyes de promotion des légumes" ont permis de sensibiliser 765 personnes en seulement 2 jours.

ont diffusé des messages sur des sujets particuliers prédéterminés, ils ont discuté avec les agriculteurs et les villageois rencontrés et répondu à leurs questions. À peine le temps de prononcer le nom scientifique de la morelle africaine, *Solanum scabrum*, et le rallye était déjà en route vers le village suivant.

Les partenaires du projet* ont décidé en concertation avec des agents de développement des conseils des districts d'Arusha, Meru, Kongwa et Mpwapwa, des sujets à aborder lors des rallyes. Quatre thèmes sont privilégiés : l'importance des semences de bonne qualité, la gestion des parasites et des maladies, les pratiques de culture des légumes et leur valeur nutritive. Les animateurs ont été aussi formés aux techniques de campagne de masse et notamment comment livrer des messages succincts et rapides au public ou encore réaliser des panneaux, fiches d'information et prospectus à utiliser pendant les rallyes.

En à peine deux jours, 25 rallyes se sont déroulés dans des villages et des petites villes, autour des marchés et même le long des routes. Les agriculteurs ont apprécié ce concept qui amène l'information agricole et nutritionnelle au cœur de leurs villages. "Je ne savais pas que je perdais des nutriments en lavant les légumes après les avoir coupés", explique un agriculteur. Pendant les rallyes, agriculteurs et consommateurs ont été invités à faire part de leurs réactions et ont reçu une liste de contacts pour des informations complémentaires. Les rallyes ont touché 765 personnes, démontrant ainsi le potentiel énorme de cette idée originale pour sensibiliser rapidement et efficacement un grand nombre de gens. ■

*Les rallyes ont été soutenus par le Good Seed Initiative, un projet financé par Irish Aid et qui promeut en Tanzanie l'utilisation de semences de qualité et la consommation de légumes traditionnels africains.



RHAMPHICARPA

Un parasite du riz menace les récoltes en Afrique

Le programme de recherche PARASITE a montré que le *Rhampficarpa fistulosa*, une plante qui parasite les racines, affecte de plus en plus les cultures de riz. Souvent négligée, elle peut entraîner une diminution des rendements de 20 %, voire même une perte totale des récoltes. L'Université de Wageningen, le Centre du Riz pour l'Afrique et l'institut de recherche agricole tanzanien MARI ont démarré des essais sur le terrain pour analyser les effets de l'utilisation d'engrais, la fertilisation limitant les attaques parasitaires. Les chercheurs examinent également si l'introduction d'autres variétés ou de délais entre les semences permettrait d'éliminer cette nuisance.

MANIOC

Séchage rentable

Oxfam travaille avec près de 1 000 petits agriculteurs les techniques de séchage des feuilles de manioc pour la consommation locale et l'export. L'amélioration des pratiques a permis de fournir des produits de meilleure qualité et non périssables, de développer un marché, de créer des emplois et de doubler le prix de vente de la botte – de 0,05 à 0,11 euros – pour les agriculteurs.

VITAMINE A

Les vertus du maïs orange

Une étude parue en octobre 2014 dans l'*American Journal of Clinical Nutrition* a démontré que le maïs orange augmente les stocks de vitamine A dans le corps et qu'il était aussi efficace que les capsules de vitamine A. L'alliance mondiale d'instituts de recherche HarvestPlus ambitionne d'introduire la culture du maïs orange auprès de 100 000 agriculteurs en Zambie d'ici fin 2015.

INNOVATION

Charbon de bois durable

Pour limiter la déforestation, une ONG kenyane, *Green Africa Foundation*, promeut un four moderne qui produit plus de charbon de bois et est alimenté avec des branches d'arbres et non leurs troncs, limitant ainsi les coupes d'arbres. Dans les zones arides et semi-arides, les communautés dépendent du charbon comme source de revenu et chaque ménage utilise jusqu'à 10 kg de bois à brûler par jour.

PROTÉGER LES POLLINISATEURS

En diversifiant les arbustes

La disparition de leur habitat et de leur nourriture à cause de la déforestation, et une floraison imprévisible des plantes, conséquence du changement climatique, ont entraîné une forte réduction des populations d'abeilles au Kenya. Toutefois, plus de 200 agriculteurs ont inversé la tendance en mettant en place des méthodes respectueuses des pollinisateurs, notamment en augmentant la diversité des arbustes à fleurs dans leurs exploitations.

CARTOGRAPHIE

Suivre la répartition mondiale du bétail

La FAO, l'ILRI et l'Université Libre de Bruxelles ont uni leurs efforts pour cartographier la répartition mondiale du bétail (bovin, poulet, canard, porc, mouton et chèvre). Les données sont librement accessibles sur la plate-forme Livestock-Géo-Wiki (<http://livestock.geo-wiki.org/>) et seront régulièrement actualisées par l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA).

AQUACULTURE

Privilégier les tilapias mâles

Au Sénégal, trois éclosiers ont doublé le poids des tilapias âgés de 6 mois en modifiant le sexe des alevins. Abudala Napuru, expert en aquaculture, explique que la méthyltestostérone, substance mélangée à la nourriture des alevins, permet de transformer les femelles en mâles. En empêchant la reproduction, on évite la surpopulation du vivier ce qui diminue toute compétition éventuelle pour la nourriture.

ABEILLES

Remettre le miel au goût du jour

A Trinité-et-Tobago, un réseau a été créé pour rétablir la méliponiculture (l'élevage d'abeilles sans dard). L'objectif est de diffuser les techniques et pratiques oubliées pour élever ces insectes en toute sécurité en zone urbaine.

ALIMENTS POUR BÉTAIL

Dynamiser le secteur laitier

Un projet du FIDA visant à augmenter la production laitière au Kenya donne aux petits producteurs des conseils sur la manière de planter, récolter et conserver des aliments pour le bétail. Les agriculteurs sont encouragés à utiliser les résidus des cultures et certains les réduisent en poudre pour en faciliter l'entreposage et la vente à d'autres agriculteurs.

PÊCHE ILLÉGALE

L'Union européenne à l'avant-garde

Combattre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INN) est un enjeu majeur pour les pays ACP. Le briefing de Bruxelles organisé par le CTA en octobre 2014 a donné un aperçu des succès des actions et initiatives prises par certains de ces pays suite aux sanctions de l'UE.

La part de la production halieutique mondiale utilisée par l'homme pour se nourrir est passée de 70 % environ dans les années 80 à un record de 85 % (136 millions de tonnes) en 2012, selon la FAO. D'ici 2030, 37 millions de tonnes de poisson supplémentaires seront nécessaires annuellement pour maintenir le niveau de consommation actuel.

Dans ce contexte, les ravages provoqués par la pêche INN sont lourds de conséquence. Ils sont d'autant plus graves que le phénomène ne se limite pas seulement à la capture illégale de poissons, mais concerne également la transformation, le débarquement, la vente et la distribution frauduleuse des produits de la pêche. Selon la Banque mondiale et la FAO, le manque à gagner à l'échelle mondiale représenterait entre 20,9 et 57,8 milliards d'euros par an. Des pertes économiques considérables qui s'accompagnent d'une

véritable catastrophe environnementale : près d'un quart des stocks mondiaux de poissons est surexploité !

Or, d'après l'ONG *Environmental Justice Foundation* (EJF), les taux les plus élevés de pêche INN à l'échelle mondiale sont enregistrés dans les eaux de l'Afrique de l'Ouest et représentent 37 % de la capture totale. Et le phénomène n'épargne pas les autres régions ACP. C'est pourquoi le CTA et ses partenaires se sont penchés sur ces questions lors du briefing de Bruxelles. Il s'agissait non seulement d'attirer l'attention sur les effets dévastateurs de la pêche industrielle illégale sur la biodiversité marine et sur les moyens de subsistance des pêcheurs locaux, mais également de mettre en lumière des initiatives nouvelles et positives.

Le Ghana, par exemple, a mis en œuvre depuis 2013, de nouvelles mesures législatives correctives et a renforcé son système de suivi, de contrôle et d'inspection des navires sur ses côtes. Quant aux îles Fidji, elles ont accru leur surveillance de leur espace maritime, comme a pu en témoigner Inoke Wainiqolo, Secrétaire permanent pour les pêches du gouvernement : "Nous nous assurons que nos navires et nos compatriotes respectent toujours les normes et que tous les produits de la pêche qui transitent par nos ports ne proviennent pas de la pêche INN."

Malgré ces avancées, rien ne laisse à penser que la pêche illicite sera rapidement éradiquée. "Il est dès lors vital de veiller à la mise en place et au maintien de politiques, de lois et de dispositions institutionnelles efficaces", affirme Milton Haughton, directeur exécutif du Mécanisme régional des pêches des Caraïbes (CRFM). ■

Dans l'Océan Indien, des patrouilles luttent contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.



ÉNERGIE RENOUVELABLE

Une liane envahissante transformée en biogaz

Le Merrimia, une plante grimpante qui a colonisé 60 % des forêts aux Samoa, est utilisée comme source de production de biogaz dans le pays. Les systèmes de biogaz devraient permettre aux Samoa de réduire leur dépendance aux énergies fossiles pour la production d'électricité et de réduire de 200 t les émissions de dioxyde de carbone, selon le PNUD, agence initiatrice du projet.



Peninah Anyango utilise de la chaux agricole dans son exploitation d'Ugenya, dans le comté kenyan de Siaya.

ADAPTATION CLIMATIQUE

Quand l'agriculture devient le meilleur allié du climat

Dans l'ouest du Kenya, les agriculteurs utilisent la chaux agricole et intercalent des cultures de légumineuses.

Le Kenya Agricultural and Livestock Research Organization (KALRO) a introduit l'usage de la chaux agricole et de la culture intercalaire de légumineuses à maturation précoce auprès des agriculteurs de l'ouest du Kenya, leur permettant ainsi d'augmenter leurs rendements, réduire les émissions de gaz à effet de serre et augmenter la quantité de carbone stockée dans le sol. "La chaux agricole permet de neutraliser le pH du sol et de

RÉCIFS ET RÉSILIENCE

Cartographier l'environnement

Les chercheurs du Palau International Coral Reef Centre ont élaboré des cartes des zones de récifs résilientes ou qui ont le plus de chance de se rétablir suite à des catastrophes écologiques. Elles combinent les données recueillies par 161 études menées dans les îles de Yap, Kosrae et Pohnpei des États fédérés de Micronésie, qui ont analysé les coraux, poissons et invertébrés.

nourrir les plantes en calcium et en magnésium", explique David Mbakaya, spécialiste des sols au KALRO. "Elle favorise également la pénétration de l'eau, ce qui améliore l'absorption par les plantes de nutriments importants comme l'azote, le phosphore et le potassium, et augmente les rendements."

"La chaux est devenue de l'or pour moi", confirme Joyce Otieno. "Avant je récoltais 10-15 boîtes de haricots sur mes 0,4 hectare, mais maintenant, ce sont 60 boîtes de haricots et sept sacs de maïs. Cela m'a évité la famine." Le projet forme également les agriculteurs à procéder à des analyses de sol et à intercaler des légumineuses, comme le soja et le calliandre, avec le maïs. Près de 21 000 agriculteurs sont concernés par ce projet. Globalement, les rendements du maïs ont augmenté en un an de 2,5 à 80 sacs par hectare. ■

CHANGEMENT CLIMATIQUE

De l'importance de l'information

Grâce à un centre d'informations mis en place par le ministère de l'Environnement à Port-Louis à l'île Maurice, environ 30 000 agriculteurs reçoivent désormais gratuitement des informations météorologiques sur la température, l'humidité, la vitesse et la direction des vents ainsi que le rayonnement solaire. Leurs opérations dans les champs sont ainsi mieux planifiées.

ÉNERGIE

Des briquettes récompensées

Au Kenya, l'entreprise sociale GreenChar produit des briquettes qui permettent aux populations de bénéficier d'une énergie abordable et respectueuse de l'environnement.

Lors de la remise du Prix Anzisha 2014, Tom Osborn a vu son combustible écologique récompensé par le Prix spécial Énergie. Ce jeune Kényan est le fondateur de GreenChar, une entreprise sociale spécialisée dans la fabrication de briquettes et la distribution de cuisinières respectueuses de l'environnement. Depuis décembre 2013, GreenChar produit des briquettes de charbon fabriquées à partir des déchets agricoles et commercialise des foyers améliorés, une technologie moins consommatrice de bois qui permet de maximiser l'efficacité des briquettes. Par rapport au charbon de bois utilisé habituellement par les familles kenyanes, les briquettes installées dans ces foyers réduisent d'environ 80 % la fumée et l'émission de particules. En outre, elles sont de longue durée et à haute performance énergétique.

Tout en préservant la santé des familles, GreenChar lutte contre la déforestation. Depuis sa création, 4 tonnes de briquettes ont été vendues et 450 foyers améliorés ont été distribués, ce qui représente près de 950 arbres sauvés et une compensation de 360 000 kilos d'émissions de CO₂. En effet, un kilo de ces briquettes permet de sauver 5 kilos de bois et 10 kilos d'émission de CO₂. Selon les calculs de l'entreprise, pour 39 kilos de briquettes vendus, un arbre est sauvé. ■

FORÊT

La Guinée Bissau met fin à l'abattage sauvage d'arbres

Suite aux nombreuses manifestations organisées par la société civile qui entend sauver ce qu'il reste de la forêt tropicale, le gouvernement de la Guinée Bissau a mis en place une nouvelle législation très stricte visant à empêcher l'abattage sauvage des arbres dans le pays. Une pétition comptant des milliers de signatures contre l'abattage abusif des arbres a aussi été envoyée à plusieurs organisations internationales, dont le WWF et l'ONU, ainsi qu'au gouvernement chinois, pays qui compte le plus d'entreprises actives dans l'exploitation de la forêt en Guinée Bissau.

APPRENTISSAGE EN LIGNE

Genre et sécurité alimentaire

La FAO propose un cours en ligne gratuit (<http://tinyurl.com/pbnc6tg>) pour aider à concevoir et mettre en œuvre des politiques et programmes agricoles durables, qui contribuent à l'égalité des genres et améliorent la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le cours comporte 14 modules, chaque étudiant sélectionnant ceux qui l'intéressent le plus.

MONDE RURAL

Une hotline pour les agriculteurs

Sènèkèla est un service dédié aux agriculteurs mis en place par Orange Mali en partenariat avec l'IER, l'IICD et Rongead. Il fournit des informations sur les prix et certaines cultures ainsi que des conseils agricoles via un centre d'appel. Après la réussite de la phase pilote menée depuis juillet 2013 dans la région de Sikasso, le service est désormais commercialisé dans l'ensemble du pays.

INVASION ACRIDIENNE

Les promesses d'un insecticide biologique

FOFIFA à Madagascar a mis au point un insecticide biologique à base d'une souche d'un champignon entomopathogène (*Isola SPg*). Il permet de lutter contre l'invasion du criquet tout en préservant l'environnement et les non cibles (abeilles, chenilles, etc). Homologuée en 2013, la solution biologique doit maintenant être vulgarisée et diffusée dans le pays.

MOUSTIQUES

L'efficacité de l'arbre à pain

Les scientifiques du département américain de l'Agriculture (USDA) viennent de démontrer que l'arbre à pain (*Artocarpus altilis*) est un répulsif efficace contre les moustiques grâce à la présence de trois composants (les acides caprique, undécanoïque et laurique). L'arbre à pain est un aliment de base cultivé depuis plus de 3 000 ans en Mélanésie, Micronésie et Polynésie.

TIC

Quand l'union des canaux fait la force !

La convergence des supports de communication pour l'agriculture offre des opportunités dans les pays ACP. En témoignent les bonnes pratiques partagées par des experts lors d'un atelier organisé par le CTA.

Dans son dernier rapport publié en 2013, l'Union internationale des télécommunications (UIT) relève que "l'adoption des TIC demeure très limitée", en particulier dans les Caraïbes mais aussi le Pacifique et l'Afrique sub-saharienne. Les agriculteurs, pêcheurs et éleveurs de ces pays sont donc encore loin de pouvoir bénéficier des opportunités offertes par les TIC.

Les différents canaux des TIC sont souvent promus comme si chacun détenait la solution ultime. Or, répondre aujourd'hui aux besoins en information du monde rural implique de faire un usage stratégique et harmonisé de tout un éventail de canaux et systèmes de communication : radio, vidéo, Internet, téléphone mobile, systèmes de réponse vocale

dialoguée, etc. C'est cette approche que le CTA a voulu promouvoir en organisant une consultation d'experts, à Rhenen, aux Pays-Bas, en octobre 2014.

Durant trois jours, des spécialistes se sont penchés sur la notion de "convergence" appliquée au domaine des TIC pour l'agriculture. La convergence concerne les supports de communication, comme par exemple l'alliance des "trois écrans" (TV, PC et appareil mobile) en un seul et unique smartphone. Elle implique aussi un rapprochement des contenus. C'est le cas lorsque les images télévisées et les messages radiophoniques prennent place sur le Web, s'accompagnent de commentaires écrits, d'échanges de liens et d'images, et deviennent indifféremment accessibles par un smartphone, une tablette numérique et un PC.

Contrairement aux modèles traditionnels, les technologies convergentes pour l'agriculture bénéficient d'un riche marché. En témoigne le succès du programme mFisheries qui fournit des données aux pêcheurs et négociants des Caraïbes. Quant à Digital Green, en Inde, il améliore la transmission des informations de vulgarisation en y ajoutant la vidéo afin de mettre en valeur les pratiques d'innovation agricole. Deux exemples parmi d'autres d'une révolution numérique en cours. Affaire à suivre. ■



mFisheries utilise un large éventail d'applications mobiles et en ligne.

SURPÊCHE

Le thon à l'étude

La population de thon rouge du Pacifique s'est réduite de 96 % par rapport à sa taille maximale enregistrée. La dernière étude menée par le Comité scientifique international pour le thon et les espèces voisines dans le Pacifique Nord (ISC) révèle que 98 % de l'ensemble des captures consiste en poissons juvéniles qui n'ont pas encore eu la possibilité de se reproduire et de contribuer au renouvellement de la population. Une réduction importante des quantités de thon pêchées, adulte et juvénile, doit donc être opérée. Les membres du comité Nord de la Commission des pêches pour le Pacifique occidental et central (WCPFC) ont accepté récemment de diminuer de 50 % les prises par rapport aux niveaux enregistrés entre 2002 et 2004.

CAFÉ

Formation productive

En adoptant des pratiques agricoles améliorées, 30 000 caféiculteurs au Kenya ont doublé leurs rendements et leurs revenus. Hivos et la société de négoce ECOM Agro-Industrial forment des petits producteurs du Kenya, d'Ouganda et de Tanzanie à la taille des caféiers, l'emploi de compost, de paillis et d'engrais et les encouragent à planter des arbres d'ombrage. Les petits producteurs sont rattachés à trois centrales d'achat de café et se voient offrir des prêts pour l'acquisition d'intrants et de digesteurs de biogaz. Afin de diversifier leurs revenus, ils ont également bénéficié d'une formation sur l'horticulture et les pratiques de production laitière, comme la production de fourrage.

LUTTER CONTRE LA MALNUTRITION

Les vertus des chenilles de karité

En commercialisant des chenilles de karité, Fasopro ambitionne de prévenir la malnutrition tout en préservant et valorisant les ressources locales.

En septembre 2014, les premiers sachets de chenilles fraîches, entières et stérilisées, conservables 18 mois, les "Toumou Délice", ont été commercialisés sur le marché burkinabè. Un aboutissement pour Kahitou Hien, qui a élaboré et concrétisé son projet lors de ses études à l'Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (2iE). Consommer des chenilles était habituel pour le jeune Hien qui les appréciait. Au Burkina Faso, elles sont collectées entre juillet et septembre par les femmes et sont ensuite vendues séchées sur le marché. Quand il a appris qu'elles contenaient jusqu'à 63 % de protéines et étaient aussi riches en fer et oméga 3, il a décidé d'exploiter la richesse nutritionnelle des chenilles pour prévenir la malnutrition. Il fallait alors s'atteler à leur conservation

Fasopro fabrique des sachets de chenilles fraîches et stérilisées.

sur une année car si elles sont un produit de consommation courante dans le pays, c'est aussi un produit saisonnier. Encore étudiant, il remporte pour son projet le prix du meilleur impact social de la *Global Social Venture Competition* (GSVC) à Berkeley (États-Unis) en 2012 puis bénéficie d'un appui managérial, juridique et technique de l'incubateur du 2iE. Ceci lui permet de créer Fasopro et de commercialiser ses premiers "ToumouDélice".

Innovante, l'entreprise l'est aussi par son mode de financement. En effet, la jeune start-up burkinabè a effectué au début de l'année 2014 sa première levée de fonds de 10 000 €. Elle s'est soldée par un succès grâce à une campagne de financement participatif en ligne (*crowdfunding*) et assurera partiellement le développement à grande échelle de l'entreprise à partir de 2015.

La commercialisation des "ToumouDélice" est une première étape. Pour soigner et non plus seulement prévenir la malnutrition, Fasopro travaille sur l'élaboration de nouveaux produits nutritionnels pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes notamment. Quelque 15 000 femmes et enfants devraient en bénéficier après la quatrième année d'exploitation.

Avec le développement de l'entreprise, la filière karité va se renforcer et plusieurs centaines de femmes en zone rurale vont bénéficier de revenus supplémentaires en collectant les chenilles. ■

CERTIFICATION

La Côte d'Ivoire mise sur l'huile de palme durable

La filière palmier à l'huile est pourvoyeuse de 200 000 emplois réguliers, fait vivre plus de deux millions de personnes et contribue à hauteur de 3,13 % au PIB de la Côte d'Ivoire. Pour répondre à la demande de plus en plus présente du marché d'une huile de palme durable, le pays s'est engagé dans la démarche de certification *Round Table for Sustainable Palm Oil* (RSPO).

HUILES ESSENTIELLES

Le bio a la cote

À Madagascar, l'exportation d'huiles essentielles certifiées bio, extraites de l'ylang ylang, patchouli, coumbava, sedra, girofle, poivre a augmenté de plus de 25 % depuis 2009. Le processus de certification est complexe et coûteux, mais les paysans s'y retrouvent financièrement. Fort de ce succès, de nouvelles huiles à base de la baie rose ou du géranium sont à l'étude.

MANGUE

Les bonnes pratiques dopent les ventes

En Haïti, les prix payés aux producteurs ont doublé et le pourcentage des mangues refusées par les exportateurs réduit de 30 à 15 % suite à l'adoption par 25 000 agriculteurs de pratiques de gestion des nuisibles, d'entretien des arbres et de vente en vrac avec d'autres producteurs. Les exportations vers les États-Unis ont aussi progressé.



Ces six pages ont été réalisées avec la contribution de : N. Ackbarally (Maurice), M. Andriatiana (Madagascar), K. Bascombe (Trinité-et-Tobago), B. H. Carreon (Palau), M. Issa (Bénin), E. D. Karinganire (Rwanda), J. Karuga (Kenya), M. A. Konte (Sénégal), P. Kouakou (Côte d'Ivoire), M. L. Marna (Guinée-Bissau), S. Mbugna (Kenya), C. Mkoka (Malawi), C. Muasya (Kenya), P. Sawa (Kenya), T. Tiemtore (Burkina Faso).



© A. R. Agboh-Noameshie

AFIAVI RITA AGBOH-NOAMESHIE

La riziculture et l'autonomisation des femmes

Parce que les femmes jouent un rôle crucial dans la chaîne de valeur du riz, le développement et la diffusion des technologies devraient prendre en considération leurs besoins.

Afia Rita Agboh-Noameshie est spécialiste des questions de genre au Centre du riz pour l'Afrique (AfricaRice) dont le siège est au Bénin.

Pourquoi l'Afrique doit-elle soutenir la production rizicole et comment celle-ci améliorera-t-elle la vie des femmes ?

En Afrique, la production de riz a rapidement augmenté mais sa consommation a progressé encore plus vite. En 2009, l'Afrique a importé un tiers du riz disponible sur le marché mondial, pour un coût estimé à quatre milliards d'euros. Que se passerait-il s'il n'y avait pas suffisamment de riz importé pour nourrir nos populations ? Nous avons tous été témoins des crises alimentaires qu'ont traversées de nombreux pays africains en 2007-2008. Il est indispensable, pour éviter de nouvelles crises de ce type, que l'Afrique incite le secteur rizicole à produire du riz qui réponde aux exigences des consommateurs en matière de qualité et de quantité, et à des prix abordables.

Les femmes jouent un rôle important tout au long de la chaîne de valeur du riz, mais elles ne sont pas suffisamment soutenues. Une meilleure intégration dans le secteur rizicole leur permettrait d'accéder à des technologies et de bénéficier d'avantages conséquents. Par exemple, leur autonomisation peut passer par une participation à des essais de variétés et un renforcement de leurs capacités entrepreneuriales qui augmentent leurs revenus et leur permettent d'offrir une meilleure éducation et des soins de santé améliorés à leurs enfants.

L'Afrique pourrait-elle tirer des enseignements utiles des initiatives asiatiques, en particulier en matière de genre ?

Je pense que nous avons beaucoup à apprendre de l'Asie. C'est la raison

pour laquelle nous travaillons en étroite collaboration avec l'Institut international de recherche sur le riz dans le cadre du Partenariat mondial pour la science rizicole*, qui a élaboré une stratégie genre pour autonomiser les femmes. Le terme "autonomisation" inclut le renforcement du rôle des femmes dans la conception, l'expérimentation et l'évaluation de la recherche agricole pour le développement, ainsi que l'amélioration de l'accès aux ressources (intrants, connaissances et technologies améliorées) et du contrôle de la production (riz récolté et produits transformés).

Quelles sont les activités effectuées par les femmes dans la chaîne de valeur du riz en Afrique ?

Cela varie selon les pays et les systèmes de production rizicoles. En Sierra Leone, les femmes assurent les activités de plantation, désherbage et récolte tandis que les hommes s'occupent de la préparation des terres. Au Cameroun, le labourage, le repiquage et la récolte sont effectués aussi bien par les hommes que par les femmes. En revanche, la culture du riz est considérée comme une activité strictement féminine dans certaines communautés agricoles, comme dans le sud du Sénégal. En général, les activités post-récolte relèvent de la responsabilité des femmes. Toutefois, lorsque des activités féminines sont mécanisées (pour gagner du temps, réduire le fardeau énergétique ou améliorer le processus), elles sont souvent prises en charge par les hommes. Cela oblige les chercheurs à s'assurer que les innovations

technologiques améliorent effectivement le bien-être des hommes et des femmes et ne leur sont pas préjudiciables.

Comment vous assurez-vous que les technologies soutenues par AfricaRice sont accessibles aux femmes et leur conviennent ?

La stratégie "genre" d'AfricaRice veille à ce que toutes les activités de recherche prennent en compte l'égalité des sexes. Tous les scientifiques ont conscience du fait que les technologies ne sont pas neutres et que les hommes comme les femmes peuvent soit les adopter, soit les rejeter. Pour s'assurer que les scientifiques développent des technologies qui répondent aux aspirations des femmes, nous identifions avec elles leurs besoins particuliers. Par exemple, le service de mécanisation au Bénin a travaillé en étroite collaboration avec des femmes étuveuses pour mettre au point un équipement d'étuvage. Lorsqu'elles ont commencé à utiliser le kit d'étuvage créé avec leur participation, la qualité de leur produit s'est améliorée et leurs entreprises se sont développées. Elles ont ensuite pu exprimer le fait qu'elles avaient besoin d'augmenter la capacité des kits qui pouvaient à l'origine contenir 45 à 50 kg de riz et d'avoir des fûts de plus grande capacité susceptibles d'étuver jusqu'à 300 kg. ■

Susanna Thorp

* Programme de recherche du CGIAR sur le riz, qui rassemble plus de 900 partenaires des secteurs universitaires, public et privé et de la société civile.

Dans les 20 ans à venir, la demande en viande et lait dans les pays émergents va doubler. Ceci ouvre d'importantes perspectives pour les éleveurs. La disponibilité en fourrages et aliments pour le bétail de qualité – ainsi que l'accessibilité à ces produits – reste toutefois une contrainte majeure.

NOURRIR LE BÉTAIL EN AFRIQUE

Indispensable fourrage



17 | POINT DE VUE
Emmanuel Osei Akuamoah :
regrouper pour mieux financer

18 | REPORTAGE DU MALAWI
Un modèle intégré

Avec la forte croissance démographique, la consommation de protéines animales augmente rapidement en Afrique. Les éleveurs en Afrique ne sont toutefois pas capables, aujourd'hui, de répondre à cette demande croissante. Une des difficultés majeures touche à la fourniture en quantité et en qualité satisfaisantes des aliments du bétail.

Un des facteurs clés pour, à l'avenir, réussir à nourrir les animaux d'élevage en Afrique est la différence des besoins alimentaires entre les divers types d'animaux. Les animaux monogastriques, comme les porcs et la volaille, élevés commercialement sont essentiellement nourris avec des concentrés produits par les usines d'aliments pour bétail. La rapidité de la croissance démographique augmente toutefois la concurrence entre humains et animaux pour les céréales. Si les céréales de moindre qualité sont

Un fourrage plus rapide

James Wainana, directeur général de Hydroponics Kenya, fournit du fourrage obtenu par culture hydroponique dans sa ferme de Kitengela à 500-1 000 éleveurs. Le fourrage est produit à partir de semences d'orge (du blé et de l'avoine peuvent aussi être utilisés) et est prêt à être récolté en 7-10 jours ; s'il était cultivé de manière traditionnelle sur sol, cela nécessiterait 12 semaines. L'hydroponie est une culture hors-sol où les semences d'orge germent dans une solution minérale. A partir d'un kilo de semences d'orge on obtient 8 kilos de fourrage sachant qu'un agriculteur qui possède deux vaches laitières n'a besoin que d'un espace de trois par six mètres pour cultiver suffisamment de fourrage, en comparaison des 0,8 ha qu'il lui faudrait pour faire pousser du napier.

M-fodder* est un système de SMS basé sur la téléphonie mobile qui a été mis au point par des étudiants de l'Université de Nairobi pour mettre en relation les petits éleveurs et les producteurs de fourrage hydroponique. Les éleveurs utilisent l'application M-fodder pour commander du fourrage par SMS huit jours à l'avance. Le fourrage hydroponique coûte 0,5 € pour 10 kg contre 4,4 € par botte de 10 kg pour le fourrage de luzerne, par exemple. "J'ai utilisé du fourrage produit par culture hydroponique pendant environ sept mois. Mon rendement en lait a augmenté et m'a permis de gagner 9 € supplémentaires par jour", indique M. Ochieng, un agriculteur du comté de Nakuru.

**M-fodder fait partie du Top 20 des innovations épaulées par le CTA*



généralement réservées aux animaux, l'importance de la demande maintient les prix à un niveau élevé et dans la plupart des pays, l'alimentation des animaux représente jusqu'à 65 % des coûts de production de la volaille. Face à ce problème, des usines d'aliments pour bétail innovent que cela soit dans la manière dont elles travaillent avec les agriculteurs qui fournissent les céréales (voir le reportage) ou en utilisant des ingrédients alternatifs, dont des sous-produits agroindustriels.

En revanche, les principaux aliments utilisés pour nourrir les ruminants, bovins, ovins et caprins, sont des résidus de récolte, des fourrages herbacés et des arbustes fourragers, bien que certains concentrés soient employés pour alimenter des bovins laitiers et de boucherie. Un enjeu clé de la recherche consistera donc à mieux intégrer agriculture et élevage dans des systèmes agro-pastoraux efficaces. Le développement de l'industrie laitière au Kenya, par exemple, montre comment cette intégration permet d'intensifier simultanément la production animale et végétale.

Le fourrage améliore la production laitière et les revenus

Au Kenya, environ 1,8 million petits exploitants agricoles, qui ne possèdent qu'une à deux vaches, fournissent plus de 80 % du lait. La plupart des vaches laitières sont gardées en enclos dans des systèmes de

L'ILRI collabore avec le programme de sélection du napier de l'institut brésilien de recherche agronomique, l'EMPARA, pour développer des lignées améliorées qui résistent à la maladie et ont une grande valeur alimentaire.



© ILRI

“zéro-pâturage” et leur alimentation comprend divers fourrages grossiers et de petites quantités de concentrés. Le napier ou herbe à éléphant (*Pennisetum purpureum*) est traditionnellement une importante source de fourrage. “Nous utilisons le napier car il est nutritif et très productif”, indique Patrick Mogoko, un agriculteur de Kiambu près de Nairobi. “Sans le napier qui pousse dans mon exploitation, mes vaches mourraient probablement de faim.” Malheureusement, alors que les agriculteurs apprécient sa productivité élevée, une maladie fongique,

la maladie du charbon (*Ustilago kamerunensis*), a détruit près de 50% du napier au début des années 90.

Pour résoudre ce problème, l’Institut international de recherche sur l’élevage (ILRI), en collaboration avec l’organisation de recherche *Kenya Agricultural and Livestock Research Organisation*, a utilisé sa banque de gènes de napier pour développer des variétés résistantes au charbon. Deux variétés prometteuses, Kakamega 1 et 2, ont été homologuées en 2004 et multipliées rapidement, d’abord par des institutions gouvernementales puis par des groupements de producteurs afin de répondre à une demande croissante. En 2007, 16 % des agriculteurs des zones touchées utilisaient une variété résistante à la maladie. Toutefois, ne disposer que de deux variétés est risqué et les agriculteurs estiment que les variétés Kakamega ne sont pas aussi productives que les meilleures variétés locales. ILRI a donc collaboré avec le programme de sélection du napier de l’institut brésilien de recherche agronomique, l’EMBRAPA. À partir des variétés résistantes à la maladie de l’ILRI, l’EMBRAPA développe des lignées améliorées qui résistent à la maladie et ont une grande valeur alimentaire.

Une autre réussite remarquable de la recherche a été l’introduction, par le Centre international pour la recherche en agroforesterie (ICRAF) et ses partenaires, d’arbres légumineux fourragers dans les systèmes agro-pastoraux. Très nutritifs pour le bétail, ces arbres améliorent également la fertilité du sol en fixant l’azote atmosphérique. Dans les hautes terres du Kenya, d’Ouganda, du Rwanda et de Tanzanie, plus de 200 000 agriculteurs peuvent maintenant utiliser jusqu’à neuf espèces d’arbres légumineux fourragers différents comme *Calliandra calothyrsus*, *Sesbania sesban* et *Leucaena leucocephala*. Avec l’accroissement des disponibilités en fourrage et des rendements du lait, les revenus des petits agriculteurs ruraux ont augmenté de 25 à 100 € par ménage et par an (selon le niveau d’engagement dans ces pratiques). En outre, nombreuses sont les femmes qui ►

Les chercheurs du BeCA-ILRI Hub étudient comment améliorer le *Brachiaria* (plante fourragère indigène d’Afrique de l’Est) pour le rendre plus résistant à la sécheresse et donc plus intéressant pour les petits exploitants.



© CCAFS/ILRI, Kilungu

DOSSIER

► ont mis en place des pépinières d'arbres fourragers afin de se procurer des revenus supplémentaires.

Une alternative résiduelle

Dans de nombreuses régions d'Afrique, les feuilles et tiges sèches de céréales comme le blé, le maïs et le sorgho fournissent environ 70 % de la matière sèche disponible pour nourrir les animaux d'élevage. Au Niger, par exemple, les résidus de pâturages et de cultures constituent jusqu'à 90 % de l'alimentation des grands ruminants. Toutefois, ces résidus, et en particulier ceux des céréales, ont souvent une faible valeur nutritionnelle. Ces dernières décennies, les recherches visant à améliorer la valeur nutritive des fourrages ont souvent mis l'accent sur la nécessité d'un traitement post-récolte des résidus de cultures. En revanche, l'ILRI et les centres du CGIAR associés ont mis l'accent sur la sélection variétale afin de développer pour les systèmes agro-pastoraux des cultivars à double fin pour améliorer simultanément les rendements des céréales et des résidus et la qualité générale du fourrage. Ces cultivars concernent un large éventail de céréales et légumineuses (maïs, riz, sorgho, mil, orge, niébé et arachide). Pour la seule Afrique de l'Ouest, jusqu'à 1,4 million d'hectares pourraient être cultivés en intercalant des variétés de niébé à double fin et avoir des retombées directes pour plus de neuf millions de personnes, selon l'ILRI.

Trouver les aliments adaptés pour ses animaux

Près de 1 400 aliments figurent dans Feedipedia, une encyclopédie en libre accès des ressources pour l'alimentation animale. Ils sont classés en quatre grandes catégories : les plantes fourragères, les produits/sous-produits végétaux, les aliments d'origine animale et les autres types d'aliments, qui à leur tour sont divisées en sous-catégories. Le principal objectif de Feedipedia est d'offrir aux vulgarisateurs et agents de développement, planificateurs, éleveurs, chercheurs et responsables de l'élaboration des politiques, entre autres, les informations les plus récentes pour les aider à identifier, caractériser et utiliser correctement les aliments pour le bétail disponibles afin de favoriser un développement durable du secteur de l'élevage. L'information disponible sur www.feedipedia.org est gérée conjointement par la FAO et des instituts de recherche français, l'AFZ, le CIRAD et l'INRA.

PRODUCTION DE FOURRAGE HYDROPONIQUE VS PRODUCTION DE FOURRAGE TRADITIONNEL

LE FOURRAGE,
UNE VALEUR
AJOUTÉE
CHIFFRÉE

4 fois moins de terres nécessaires

70% d'eau en moins (et qui peut être recyclée)

30% d'engrais en moins

AVANTAGES DU FOURRAGE

Napier (herbe à éléphant)

- Cultivé par environ 4 millions de petits producteurs d'Afrique de l'Est
- Représente jusqu'à 80 % de la totalité de l'alimentation

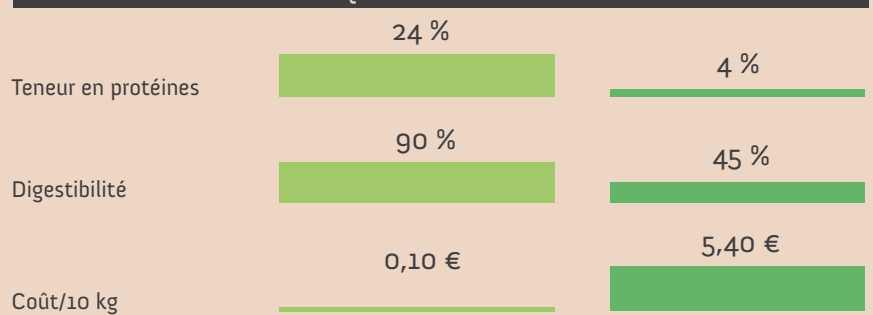
Arbustes fourragers

- Avantage économique pour le Kenya = 18,5 millions d'euros (entre 1993 et 2008)
- Au cours de la première année, les petits agriculteurs dépensent 8,8 euros pour faire pousser et transplanter 500 plants

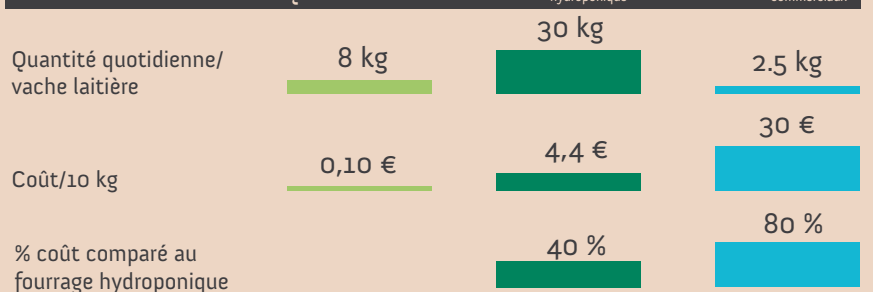
Fanes de patates douces

- 4 kg de fanes peuvent remplacer 1 kg de concentré pour vaches laitières

FOURRAGE HYDROPONIQUE VS NAPIER



FOURRAGE HYDROPONIQUE VS LUZERNE



Sources : CGIAR et Elvis Ouma, fondateur de m-Fodder / Université de Nairobi

Les fanes de patate douce sont une autre source d'alimentation précieuse pour le bétail. Elles offrent davantage de protéines et de matière sèche par unité de surface que d'autres cultures. En Chine, 25 à 30 % des patates douces sont actuellement utilisés pour nourrir les animaux. Ce potentiel n'a pas encore été exploité en Afrique subsaharienne. Toutefois des éleveurs kenyans et ougandais de porcs les utilisent en complément d'aliments achetés. Pour faire face aux pénuries de la saison sèche, les chercheurs ont mis au point un tube d'ensilage amélioré. "Cette technologie permet aux agriculteurs de préparer autant de produits ensilés qu'ils le souhaitent selon la quantité de fanes de patates douces et de racines non commerciales dont ils disposent sur leurs exploitations. Ils peuvent ainsi utiliser au mieux leurs ressources d'aliments pour le bétail qui autrement auraient été gaspillées", indique Ben Lukuyu, nutritionniste à l'ILRI spécialisé dans l'alimentation animale.

L'utilisation des sous-produits agroindustriels est un autre domaine en expansion pour le bétail. Par exemple, Mifugo Feed Enterprise, créée en 2011 par de jeunes entrepreneurs tanzaniens, produit des aliments pour le bétail, fabriqués à partir des sous-produits du brassage de la bière disponibles toute l'année. Au Nigeria, la Banque mondiale a soutenu un projet primé d'utilisation des déchets du manioc pour nourrir les chèvres. Une technologie simple de séchage basée sur l'utilisation de feuilles de plastique noir et produisant des aliments à un coût abordable a été présentée aux petits exploitants agricoles de l'État d'Osun. Pour chaque tonne de racine de manioc mangée ou transformée, environ 300 kg de pelures sont généralement gaspillés, mais une fois séchées, les pelures peuvent être conservées jusqu'à six mois.

Perspectives d'avenir

Face à une large gamme d'aliments nouveaux et améliorés disponibles, les agriculteurs ont de plus en plus de mal à faire leur choix. Pour les aider, le projet de développement laitier d'Afrique de l'Est (EADD) a réalisé un manuel très complet, *Feeding dairy cattle in East Africa*, qui décrit, parmi diverses options, la gestion des pâturages, la production de fourrage et les compléments alimentaires. Une encyclopédie des aliments pour bétail, Feedipedia (voir encadré) est aussi disponible en ligne. Un outil simple d'aide à la décision, Techfit, a également été mis au point par l'ILRI et ses partenaires. Utilisant une démarche participative pour relier au contexte local les exigences des technologies et approches possibles en matière d'aliments pour le bétail, Techfit propose une liste des meilleures options pour l'alimentation du bétail. Celles-ci peuvent ensuite être testées pour voir dans quelle mesure elles conviennent aux conditions locales. Un outil complémentaire, FEAST (outil d'évaluation des aliments pour le bétail), a été créé pour aider les chercheurs et les praticiens du développement à évaluer la disponibilité des ressources locales d'aliments en collaboration avec les agriculteurs et les autres intervenants concernés. La sélection de cultures fourragères susceptibles de favoriser la productivité et la viabilité globale d'un système mixte de production végétale et animale, par exemple en tant qu'élément d'un programme de rotation des cultures, sera une condition essentielle pour améliorer de nombreuses exploitations agricoles. ■

Susanna Thorp

Point de vue

Emmanuel Osei Akuamoah est chef du secteur nord du Ghana Venture Capital Trust Fund (VCTF), un fonds de capital risque qui a mis en place un projet pour aider les agriculteurs à produire des graines de soja pour l'industrie avicole.



© K. A. Domfeh

Regrouper pour mieux financer

Comment le financement agricole peut-il soutenir l'industrie des aliments pour la volaille au Ghana ?

Le maïs jaune et les graines de soja constituent l'essentiel de la matière première utilisée dans les aliments pour la volaille. Le VCTF finance les quatre phases de la chaîne de valeur (multiplication, production, agrégation et transformation des semences), ce qui permettra à terme d'augmenter la production d'aliments. Le fonds apporte un appui financier aux entreprises agroalimentaires produisant du maïs et du soja. Il a déjà engagé 2,8 millions d'euros à cet effet et 800 000 euros sont prévus pour 2014. Nous continuerons à établir des relations avec d'autres intervenants clés disposant de fonds pour garantir un flux constant d'investissements.

Comment les petits producteurs bénéficient-ils de cette initiative ?

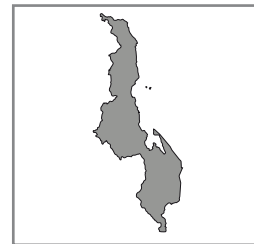
Les petits producteurs ont été regroupés autour d'agriculteurs pivots et d'organisations agricoles. Ils reçoivent une aide financière pour la préparation des terres, l'achat des semences et la production et sont conseillés sur la gestion des exploitations. Leur production est alors regroupée et vendue aux transformateurs et minotiers qui produisent l'alimentation de la volaille.

Les agriculteurs sont donc soutenus afin d'assurer un approvisionnement régulier en matières premières à la provenderie. Ce point est crucial puisqu'il apparaît que les transformateurs, pendant une partie de l'année, fonctionnent en deçà de leur capacité, parfois jusqu'à moins de 50 %, ce qui entraîne des pénuries d'aliments pour animaux.

Quels sont les principaux facteurs qui permettront à d'autres pays d'adopter une approche similaire ?

Quatre facteurs clés sont susceptibles de favoriser le développement de chaînes de valeur efficaces pour la provenderie. Tout d'abord, les semences certifiées garantissant des cultures de qualité doivent être disponibles. Deuxièmement, il faut mettre en place un programme bien structuré pour les cultivateurs sous-traitants qui travaillent sous la direction d'agriculteurs pivots dotés de ressources suffisantes. Troisièmement, les financements doivent arriver en temps opportun puisque l'agriculture est une activité saisonnière et soumise à des contraintes temporelles. Enfin, l'approvisionnement en matières premières doit être régulier et en quantités suffisantes.

Kofi Adu Domfeh



Un modèle intégré

La plus importante usine de fabrication d'aliments pour la volaille du Malawi, Central Poultry Feeds (CP Feeds), a été créée il y a plus de 14 ans. Outre la provenderie l'entreprise est aussi engagée dans des activités connexes comme l'élevage de volailles et l'élevage bovin pour le lait ou la viande.

Située à la périphérie de Lilongwe, CP Feeds emploie actuellement plus de 1 000 personnes dans ses diverses activités agricoles. Le maïs est la principale matière première utilisée dans les différents aliments pour la volaille (poulets de chair, poules pondeuses et poussins) et pour d'autres animaux d'élevage (bovins laitiers et de boucherie). Les céréales, issues de variétés standard et hybrides, sont achetées localement auprès de petits agriculteurs et transportées à l'usine. Le minimum offert à la vente est d'une tonne (20 sacs de jute de 50 kg) et l'entreprise paie au comptant,

environ 0,14 € le kilo, les prix variant toutefois selon l'offre et la demande.

Un autre ingrédient essentiel pour l'alimentation animale est le tourteau de soja, produit après l'extraction de l'huile des graines de soja. CP Feeds achète les tourteaux à Sun Seed Limited, une entreprise sœur opérant sur le même site, qui produit de l'huile alimentaire (sous la marque *Mulawe*) pour la consommation locale. "Au mélange maïs-soja sont ajoutés des additifs importés d'Afrique du Sud. Ceux-ci contiennent des vitamines et protéines nécessaires pour une bonne production avicole", précise Shaibu

CP Feeds est le premier producteur d'aliments pour la volaille du Malawi. Ses produits sont vendus au niveau local et régional.



Makwinja, directeur commercial à CP Feeds. L'usine produit également des aliments répondant aux normes et spécifications imposées par certains clients pour la volaille et autres animaux d'élevage (à l'exception des porcs, car les propriétaires de l'usine sont musulmans).

Dans les districts ne disposant pas de points de vente pour les produits CP Feeds, l'entreprise passe des accords de vente avec des distributeurs locaux. Des acheteurs viennent de loin, comme du Mozambique voisin (et en particulier de la province de Tete) et de Tanzanie. Ces acheteurs régionaux représentent jusqu'à 20 % des ventes de CP Feeds.

Des conseils techniques et vétérinaires, y compris des formations sur l'élevage de poules pondeuses et de poulets de chair, et même sur la production de fumier, sont fournis gratuitement aux clients. CP Feeds propose aussi à la vente toute une gamme de produits non destinés à l'alimentation du bétail comme des équipements d'aviculture, des mangeoires, des vaccins et des médicaments. Plus de 1 000 agriculteurs peuvent bénéficier des services de l'équipe technique de l'entreprise qui a reçu une formation zootechnique et offre son aide et son expertise pour résoudre les problèmes de production.

A plus long terme, M. Makwinja constate que le changement climatique a des effets négatifs sur l'agriculture dans la mesure où les pluies deviennent parfois irrégulières, ce qui perturbe le rendement des récoltes. Un autre problème d'importance touche à la qualité. Par exemple, le maïs acheté en avril et mai a souvent une forte teneur en humidité. Celle-ci pose problème en raison des aflatoxines produites par le champignon *Aspergillus*, qui se développe sur les grains alimentaires comme le maïs, l'arachide et le sorgho. Les aflatoxines réduisent la qualité des aliments du bétail et leurs effets toxiques peuvent même nuire gravement à la production avicole.

En décembre 2014, CP Feeds a inauguré une nouvelle usine ultramoderne, qui lui permettra de faire passer sa

production de 200 à 500 tonnes par jour. Gage d'efficacité, le mélange des ingrédients est automatisé pendant le processus de conditionnement et des convoyeurs sont utilisés afin de charger plusieurs camions à la fois. En plus de la vente aux éleveurs locaux, l'entreprise compte développer les marchés régionaux en Afrique de l'Est et australe. En outre, environ 3 500 tonnes d'aliments sont utilisées chaque mois dans les propres exploitations de l'entreprise (installations d'élevage de volailles reproductrices et pondeuses et de poulets de chair).

“Nous produisons 150 000 poussins par semaine, qui sont achetés par les petits agriculteurs des zones rurales et urbaines. Ils se procurent aussi des aliments, en particulier de la farine de premier âge, parce qu'aux premiers stades, la croissance exige un régime équilibré”, ajoute Shaibu Makwinja. “La demande pour la viande de poulet est très élevée et nous ne parvenons pas pour l'instant à répondre aux exigences du marché. En utilisant nos aliments spécialisés, les poulets grossissent plus rapidement et sont prêts à la vente en cinq à six semaines. Les poulets pesant 2,1 kg sont vendus 3,45 € pièce. Il est même possible d'acheter des morceaux de poulet, qui constituent la forme de protéine la moins chère sur le marché, pour 0,35 €, ce qui représente un repas abordable pour la plupart des ménages”, continue-t-il.

Salimu Mkombe, agriculteur, vend annuellement près de cinq tonnes de maïs par an à CP Feeds et estime que l'usine est un débouché facile pour sa production. Il achète aussi des aliments pour ses poussins (généralement environ 200 à 300 oiseaux) et affirme qu'il existe un lien fort entre les agriculteurs, l'usine et d'autres intervenants du secteur de la volaille. Il espère qu'à l'avenir l'entreprise continuera à tenir compte des préoccupations des agriculteurs en fixant de meilleurs prix pour le maïs fourni à l'usine, d'autant plus que le coût des intrants agricoles peut être élevé. ■

Charles Mkoka

Les exploitations de CP Feed consomment environ 3 500 tonnes d'aliments pour volaille par mois. Elles possèdent également des unités de ponte pour répondre à l'augmentation de la demande en œufs des consommateurs.



Un produit de fête

Les litchis de l'Océan Indien sont, par excellence, les fruits des fêtes de fin d'année en Europe. Si Madagascar joue sur les volumes, les autres origines se positionnent davantage sur la qualité, tandis qu'une filière bio et équitable commence à trouver ses marques pour le bien être des petits producteurs.



23 000 tonnes, essentiellement transportées par bateau depuis le port de Tamatave. "Le litchi de Madagascar est un produit d'appel de qualité standard qui se trouvera dans les chaînes de distribution à la période de Noël", affirme Pierre Gerbaud, analyste horticole.

À l'autre extrême, le litchi haut de gamme de la Réunion, expédié frais (sans soufrage) par avion et marqueté pour le commerce de détail en égrené, branché traditionnel et bouquet. De plus en plus prisé, les volumes, bien qu'en progression, n'étaient que de 540 tonnes en 2013/14. Entre les deux, l'Île Maurice, qui fait à la fois du soufré et du branché frais, module ses volumes en fonction de la situation du marché. "Cette adaptation de l'offre en fonction de la demande est un atout de cette origine mais les tonnages sont beaucoup plus petits (entre 140 et 270 tonnes par an)" précise Pierre Gerbaud. Quant à l'Afrique du Sud, elle tire son épingle du jeu avec un calibre moyen supérieur aux autres origines ainsi qu'une bonne qualité gustative pour des litchis soufrés. Ces volumes sont de l'ordre de 4 000 tonnes par an.

Restructuration de la filière malgache

À Madagascar, où la production annuelle de litchi est estimée entre 80 000 à 100 000 tonnes, la course aux volumes s'est tout d'abord faite au détriment de la qualité. Mais en 2010/11, la suspension par l'Allemagne de ses importations – les résidus de soufre étant supérieurs aux seuils autorisés par la réglementation européenne – provoque un électrochoc. La filière malgache est alors totalement restructurée et un vaste programme de certification est entrepris. Si, en 2008, seuls quelques exportateurs étaient certifiés Global G.A.P. aujourd'hui c'est la règle. "Surtout, c'est devenu une condition nécessaire pour accéder au marché européen", souligne Pierre Gerbaud.

Ceci dit, si la confiance dans l'origine est revenue, cela n'a pas véritablement entraîné de changements dans la situation des petits producteurs. Ils sont toujours majoritairement à la merci du marché, subissant les prix sans pouvoir négocier. Des prix qui varient d'une campagne à l'autre mais aussi au sein même de la courte campagne de commercialisation (novembre-janvier). Le développement d'une filière biologique et équitable accompagnée de la transformation du fruit semble être prometteurs pour les petits producteurs, largement majoritaires sur la Grande Île.

Une nouvelle approche prometteuse

Appuyée par différents partenaires, notamment Agronomes & Vétérinaires sans frontières (AVSF), la coopérative Fanohanan sur la côte-est de Madagascar dans la région d'Analanjirifo a réussi à valoriser les productions locales en les commercialisant transformées sur les marchés d'exportation. La coopérative a démarré avec le litchi, puis se sont ajoutés l'ananas, la vanille et les épices. Aujourd'hui, Fanohana produit des litchis frais, certifiés biologiques et équitables, qu'elle transforme en pulpe et conditionne en conserve mais qu'elle exporte aussi tel quel. La labellisation a permis aux membres de la coopérative d'obtenir un prix stable et supérieur à celui du marché. La clé de cette réussite a été la structuration et la professionnalisation de l'organisation des producteurs avec, en parallèle, la recherche de débouchés commerciaux alternatifs et rémunérateurs. Tout au départ, l'engagement de la SCOP française Ethiquable dans l'achat de pulpe de litchi a été décisif. Entre les campagnes 2008/09 et 2013/14, les volumes ont été multipliés par 10 pour atteindre près de 400 tonnes et les clients sont passés de 1 à 5.

L'expérience de Fanohana, aussi petite soit-elle au regard du volume exporté par le pays, montre qu'une voie est possible pour que les petits producteurs profitent pleinement des cultures de rente. En outre, transformer le litchi permet de s'affranchir de la contrainte de la courte et concurrentielle fenêtre calendaire de commercialisation et sûrement de limiter les pertes qui sont importantes. ■

Anne Guillaume-Gentil

Petit fruit rose-rouge à chair charnue et blanche et aux parfums de rose et de muscat, le litchi accompagne les fêtes de fin d'année en Europe qui en importe entre 20 000 et 25 000 tonnes par an, majoritairement de l'Océan Indien.

Madagascar est de loin le premier fournisseur avec des volumes qui oscillent entre 14 000 et

Les employés de Fanohana mettent les litchis en caisse avant de les distribuer.

Les bonnes pratiques des femmes



Femmes ACP. Acteures de développement
Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, septembre 2014, 94 p.
Editions Secrétariat ACP/Union Européenne
Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/qept7r6>

Il les incite à créer des activités génératrices de revenus en développant leurs compétences et en leur donnant accès au crédit pour améliorer les moyens de subsistance des communautés rurales. D'un groupe initial de 26 femmes, KWDT compte aujourd'hui 445 membres organisés en 17 groupes. Dans le Pacifique, face aux changements climatiques, le Réseau marin et terrestre Nguna-Pele de Vanuatu a favorisé le séchage solaire des fruits afin de les conserver et les stocker. *In fine*, cela contribue à améliorer la sécurité alimentaire. À Tinutz en Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tulele Peisa Inc, une ONG locale, dispense aux femmes des îles Carterets, frappées par le changement climatique et l'augmentation du niveau des mers, une formation pour travailler leur potager au quotidien et aussi pour cultiver et planter des légumes de saison tout en générant un revenu monétaire par la réhabilitation des parcelles de cacaoyers et de cocotiers.

Les différentes initiatives présentées montrent que les femmes de terrain contribuent à un développement équitable et durable tout en améliorant leur situation et moyens d'existence. Toutefois, le renforcement de leurs capacités organisationnelles et opérationnelles à long terme, ainsi que la reproduction ou la transposition des modèles et approches innovateurs se heurtent bien souvent à l'absence de financement.

■ Quel est le rôle joué par les femmes dans le développement durable humain dans les pays ACP ? C'est à cette question que répond un ouvrage publié par le Secrétariat ACP, mettant en lumière les bonnes pratiques mises en œuvre sur le terrain dans des domaines aussi variés que la participation politique des femmes, leur émancipation économique, la santé, la culture, la lutte contre la violence, la migration ou la gestion des catastrophes naturelles. La situation dans les trois régions – Afrique sub-saharienne, Caraïbes et Pacifique – est passée en revue. En Ouganda, dans le district de Mukono, Katosi Women Development Trust (KWDT) promeut depuis 1996 l'émancipation économique des femmes.

La riziculture de bas-fonds à l'honneur



Améliorer la riziculture de bas-fonds
Conseils pratiques de gestion à l'usage des petits paysans en Afrique tropicale
Par B. Meertens et M. de Vries
CTA, 2014, 104 p.
ISBN : 978-92-9081-535-8
CTA n°. 1786
Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/ogoyxnl>

Entre les deux grands types de procédé cultural rizicole existants en régions tropicales, le riz pluvial et le riz irrigué, s'intercale la riziculture de bas-fonds. Des mangroves aux plaines alluviales, en passant par les périmètres irrigués, cette technique agricole est pratiquée dans tous les pays d'Afrique tropicale. Malheureusement, peu d'informations récentes et pratiques sont accessibles, la plupart étant concentrée sur les pays asiatiques. Afin de combler cette lacune, le CTA publie un ouvrage très utile pour contribuer à améliorer la rentabilité et la durabilité tant des systèmes de riziculture de bas-fonds que des méthodes de transformation du riz. Cet Agrodok s'appuie sur des expériences menées en Guyane, au Sahel, au Surinam, en Tanzanie et au Togo et aborde chaque étape de la production. Destiné aux vulgarisateurs et aux petits agriculteurs, l'Agrodok se concentre sur les pratiques culturelles que les agriculteurs peuvent eux-mêmes gérer et qui affectent la qualité et la quantité des récoltes. Il aborde en particulier la maîtrise de l'eau, une donnée essentielle pour satisfaire les besoins hydriques de la plante à tous les stades de sa croissance mais aussi pour bien préparer le sol, lutter efficacement contre les herbes adventices et bien gérer la fertilisation du sol.

▼ Conserver les semences

Le module "Les banques de semences communautaires" est destiné aux formateurs des Écoles pratiques d'agriculture et de vie pour jeunes pour leur fournir des informations sur les banques communautaires et les aider à transmettre leurs connaissances à l'aide de discussions en petits groupes, de jeux de rôle, de saynètes et d'étude de cas.

Écoles pratiques d'agriculture et de vie pour jeunes (JFFLS) - Guide de l'animateur
FAO, 2014, 21 p.

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/ppzmz15>

▼ Pour ou contre les APE

Le 10 juillet 2014, les chefs d'États de la CEDEAO et la Mauritanie approuvaient, à l'issue de 11 années d'âpres négociations, l'Accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne. Dans ce dossier, sont abordés les impacts possibles du démantèlement tarifaire de 75 % des exportations européennes sur les paysans, les budgets et l'industrie avec une grande interrogation quant aux résultats.

APE UE- Afrique de l'Ouest
ASRTM-SOS Faim, Octobre 2014, 23 p.

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/n28asdz>

▼ Adaptation au changement climatique

Réalisé à partir des expériences vécues par les acteurs aussi bien institutionnels que du monde paysan au Sénégal, ce document donne, sous forme de fiches, une large vision des pratiques de lutte contre la variabilité climatique, la dégradation des terres et la capacité d'adaptation au changement climatique.

Pour une agriculture intelligente face au changement climatique au Sénégal : recueil de bonnes pratiques d'adaptation et d'atténuation
CCAFS, document de travail N° 85, 2014, 205 p.

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/ohzrjzt>

Plaidoyer en faveur des APE



Les pays ACP dans le commerce mondial

Par A. Foé
Editions L'Harmattan, octobre 2014, 232 p.
ISBN : 978-2-343-04638-9
24€
Éditions L'Harmattan
5-7, rue de l'École Polytechnique,
75 005 Paris, France
Tél. : +33 (0) 1 40 46 79 20
Fax : + 33 (0) 1 43 25 82 03
<http://www.harmattan.fr/>

de ces accords sur les pays ACP et donne un éclairage original sur les leçons à tirer de l'expérience caribéenne pour la mise en œuvre de l'APE ouest-africain.

Avant de s'attarder sur l'accord de Cotonou, cœur de son ouvrage, Aristide Foé brosse l'évolution sur quarante ans de la coopération entre l'Union européenne et les pays ACP : des Conventions de Yaoundé à celles de Lomé. Sur la période de 1975 à 1989, le plus vaste partenariat jamais mis en place entre le Nord et le Sud a toutefois montré ses limites. Intervient alors l'accord de Cotonou, signé en juin 2000, avec plusieurs changements majeurs : l'aide au développement est liée à une dimension politique, l'accord est conforme aux règles de l'OMC et le système des préférences non réciproques est remplacé par des accords de libre échange, les APE. Pour illustrer son propos, Aristide Foé revient aussi sur une longue bataille, celle de la banane.

Ardent défenseur des APE, il conclut : "En définitive, les APE sont un outil de développement des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et doivent contribuer au développement de ces États en favorisant leur intégration et leur insertion dans le commerce mondial".

■ Partisans et adversaires des Accords de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et les cinq blocs régionaux d'Afrique s'affrontent régulièrement. Nombreux sont les pays africains qui affichent des inquiétudes, voire leur scepticisme quant aux opportunités de développement économique offertes par ces accords. Le numéro de Passerelles d'octobre 2014 (téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/k25sdjf>), portant sur les enjeux des méga-accords commerciaux régionaux pour l'Afrique, aborde notamment les implications

Biodiversité en danger



Biodiversité : vers une sixième extension de masse

Édité by C A da Silva & M Rankin
Par R. Billé, P. Cury, M. Loreau et V. Maris
Éditions La ville brûle, octobre 2014, 199 p.
ISBN : 978-2-36012-043-7
20€
Éditions La ville brûle
36 rue Parmentier - 93100 Montreuil
contact@lavillebrule.com
www.lavillebrule.com

■ Notre planète entre, dans une indifférence quasi générale, dans une phase d'extinction de masse de la biodiversité. Il s'agit de la sixième extinction depuis que la vie s'est diversifiée sur terre il y a 500 millions d'années. Différente des autres, elle se distingue par sa rapidité mais aussi parce qu'elle est provoquée par une seule espèce : l'homme. Les causes de l'extinction, toutes anthropiques, sont bien connues : destruction d'habitats, introduction d'espèces exotiques, surexploitation des ressources biologiques, pollution et changement climatique pour ne citer que les principales.

C'est un livre où quatre voix – un écologue, un biologiste marin, un spécialiste en gestion et économie de l'environnement et une philosophe de l'environnement – exposent les faits, discutent des causes, des politiques et des solutions à mettre en œuvre, débattent des grands enjeux de cette crise majeure. Il n'y a aucun doute sur la réalité du phénomène d'extinction de masse, le débat scientifique se situant uniquement sur l'échéance. "La vraie question n'est pas de savoir quelle planète nous laisserons à nos enfants mais de savoir quels enfants nous laisserons à notre planète", disait Jaime Semprun. L'être humain se situe aujourd'hui à une période charnière de son évolution.

▼ Lutte contre l'insecurite alimentaire

Pour sa quatrième édition, le Baromètre de la faim, fruit d'une initiative de 15 organisations, se penche sur l'agriculture familiale, démontrant que des solutions locales tant dans les pays du Nord que du Sud peuvent contribuer à lutter efficacement contre la faim, l'insécurité alimentaire et la pauvreté.

Baromètre de la faim 2014

Le rôle de l'agriculteur au Nord et au Sud
Acted, octobre 2014, 16 p.

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/lmjzvad>

▼ Les enjeux regionaux d'Ecowap

Dès 2005, la CEDEAO a adopté une politique agricole régionale intitulée Ecowap. Mais, les investissements agricoles sont encore largement guidés par des considérations nationales et d'autosuffisance alimentaire. Pourtant, une plus forte intégration des économies agricoles et des échanges serait porteuse d'opportunités.

Bulletin de synthèse souveraineté alimentaire N°14

Inter-réseaux, octobre 2014

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/nbjgpx8>

▼ Tour d'horizon de l'agroécologie

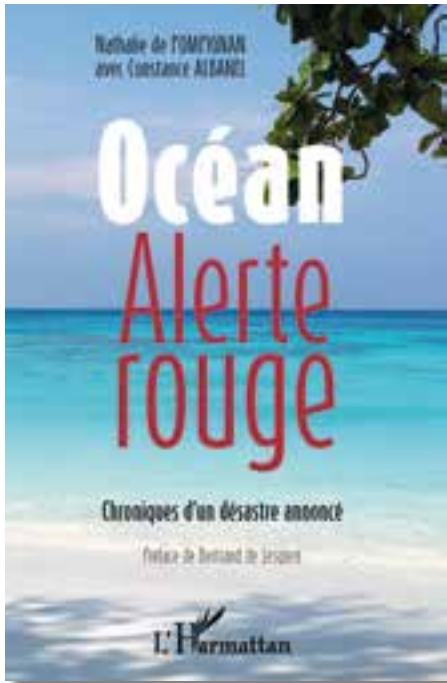
L'agroécologie suscite ces dernières années un intérêt croissant. Avant d'examiner diverses expériences sur le terrain en Afrique de l'Ouest et du Centre, Grain de Sel tente de définir le concept tout en donnant la parole aux acteurs du développement sur leur vision de l'agroécologie.

Agroécologie en Afrique de l'Ouest et du Centre : réalités et perspectives

Grain de sel, juillet 2013-juin 2014, N°63-66, 43 p.

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/p5t79p2>

État des lieux de l'océan



■ “On ne comprend, on ne respecte et finalement on ne protège que ce que l'on connaît”, observe Bertrand de Lesquen. Bien qu'il occupe 70 % de la surface de la planète, l'océan reste en partie méconnu. Le livre de Nathalie de Pompignan, qui a travaillé avec le commandant Cousteau, comble ce manque en dressant un tableau précis et complet, souvent alarmiste, de l'océan dans toutes ses composantes. Les espèces et habitats de cette vaste étendue d'eau sont sous haute pression, attaqués par des pollutions diverses

▼ Éliminer la faim invisible

Entre 1990 et 2014, 26 pays sont parvenus à réduire de 50 %, voire plus, leurs scores dans l'Indice de la faim dans le monde (GHI). Mais parallèlement, les niveaux de faim sont alarmants dans 16 pays, tous situés en Afrique sub-saharienne. Dans cette neuvième édition, l'IFPRI se penche aussi sur “la faim invisible”, ou carence en micronutriments, qui touche environ 2 milliards de personnes dans le monde. Un certain nombre de recommandations sont faites pour y mettre fin.

2014 Indice de la faim dans le monde. Le défi de la faim invisible.

IFPRI, octobre 2014, 54 p.

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/qgxx8ut>

Océan Alerte Rouge. Chronique d'un désastre annoncé

Par N. de Pompignan avec C. Albanet
Éditions L'Harmattan, novembre 2014, 256 p.
ISBN : 978 2 343 03817 9
26€
Éditions L'Harmattan
Adresse, voir page 22

et des amas de déchets en plastique avec pour corollaires la multiplication des zones marines mortes, l'agonie des récifs coralliens, la destruction des mangroves et la prolifération des espèces invasives. Alors que seulement 5% de l'océan ont été explorés de manière systématique, la surpêche sévit, l'exploitation des ressources minérales se développe tandis que de nouvelles perspectives s'ouvrent pour les énergies marines renouvelables et les biotechnologies.

Principal régulateur du climat mondial, l'océan est toutefois confronté aux changements climatiques qui menacent ses fonctions. Au cours des cinq dernières décennies, la température de l'eau a augmenté de 0,5°C, bouleversant les équilibres en ayant des impacts sur le volume de l'océan, la circulation atmosphérique et océanique mais aussi sur la chaîne alimentaire en perturbant la biodiversité marine. À l'élévation du niveau de la mer, qui menace les zones côtières et les petites îles notamment du Pacifique, se superposent une augmentation de l'acidification de l'océan et ses effets destructeurs sur les organismes qui secrètent du calcaire (plancton, coquillages, crustacés...) et les récifs coralliens.

▼ Valorisation des espaces

Les agriculteurs familiaux parviennent à rendre leurs espaces agricoles plus résistants, viables, résilients et performants en les modelant. A travers cette porte d'entrée de la transformation des espaces et paysages agricoles, AGRIPADE nous livre des expériences au Burkina Faso, au Cameroun, à Djibouti, au Mali et au Sénégal, qui ont permis de renforcer la fonctionnalité des espaces agricoles, de diversifier les activités ou de redéfinir les modalités d'accès aux ressources naturelles.

Espaces et territoires

AGRIDAPE, numéro 30.3, septembre 2014, 36 p.

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/n5ld2lh>

Aviculture modernisée



Élevage de poules pondeuses en milieu tropical

Par T. A. Ousmane
Éditions L'Harmattan Mali,
novembre 2014, 166 p.
ISBN : 978-2-343-04507-8
17€
L'Harmattan Mali
Rue 73, Porte 536
Niamakoro, Cité Unicef
Badalabougou-Bamako
Tél : +223 20 20 57 24 / +223
76 37 80 82
Email :
pp.harmattan@gmail.com

■ L'aviculture est un secteur en plein essor en Afrique de l'Ouest où coexistent des élevages villageois et des élevages modernes. L'aviculture villageoise ou traditionnelle, basée sur l'élevage de races locales suivant un système extensif, est de faible productivité : une poule locale produit en moyenne 30 à 50 œufs par an. En revanche, l'aviculture moderne, avec des races souvent importées, peut avoir une productivité dix fois supérieure, de l'ordre de 300 œufs par an.

Ce guide pratique, enrichi de nombreuses photos, graphiques et tableaux, traite de l'ensemble des composantes d'un élevage moderne de poules pondeuses. Il apporte des éléments sur les normes du bâtiment avicole, le choix des races à élever, l'alimentation, le programme sanitaire, la conduite de l'élevage et la commercialisation des œufs. Activité purement économique, l'investissement doit être rentable et l'exploitation bien gérée. Traoré Amadou Ousmane insiste sur ce point en donnant les bases pour gérer avec rigueur et efficacité l'aviculture en milieu tropical.

▼ Méthodes participatives

Les populations, elles aussi, ont à proposer des solutions de réformes foncières en s'appuyant sur leurs expériences. Et elles ont pu le faire lors d'ateliers participatifs utilisant une méthode originale basée sur des jeux, le théâtre et les simulations. Ces ateliers ont été filmés. Cette approche, fruit d'une décennie de recherche interdisciplinaire entre spécialistes des sciences sociales, de la modélisation et des sciences de l'environnement, permet aux populations d'exprimer leur réalité et de faire-valoir leurs savoirs locaux.

Du terroir au pouvoir

Jeu, théâtre et simulation des règles collectives
Film de Quentin Defait, Octobre 2014, 26 minutes

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/ly7lpj8>

Le bétail en quête d'aliments



La conduite d'évaluations nationales des aliments pour animaux
 Par M. B. Coughenour et H. P.S. Makkar
 FAO, 2014, 215 p.
 ISBN 978-92-5-207332-1
 Téléchargeable sur :
<http://tinyurl.com/lumqwr8>

existe suivant les pays, les environnements et les systèmes de production animale (systèmes pastoraux extensifs, intensifs et sans terre). Des évaluations des apports et des besoins présents et futurs en aliments pour le bétail aident donc à la formulation des politiques de sécurité alimentaire mais aussi à préciser l'impact de l'élevage sur l'environnement.

Dans ce manuel, la FAO donne une orientation et des outils aux pays pour mettre en place des évaluations nationales de l'alimentation de leurs animaux. Ils sont complétés par les directives générales pour le développement de Systèmes nationaux d'évaluation des aliments (SENAA) pour animaux.

Des études de cas dans divers pays et/ou sur des thèmes particuliers sont présentées dans une dernière partie, comme le développement et l'application des techniques de suivi des parcours basées sur l'observation de la terre en Namibie ou les technologies, outils et méthodologies pour l'évaluation fourragère dans les pâtures et parcours.

■ La croissance démographique, l'urbanisation et l'élévation du niveau de vie entraînent une hausse de la demande en produits d'origine animale. Répondre à cette demande nécessite de développer les productions animales. Mais ce développement peut se heurter à une limite : la disponibilité des aliments pour le bétail. Une grande diversité de régimes alimentaires des animaux

POUR OBTENIR LES PUBLICATIONS

Les titres précédés du signe @ sont téléchargeables sur <http://publications.cta.int>.

Les titres précédés du logo peuvent être obtenus comme suit :

Vous êtes déjà abonné(e) aux publications du CTA :
 N'utilisez qu'un seul canal !

- Vous avez un compte sur <http://publications.cta.int> ? Connectez-vous et choisissez vos titres à concurrence de vos unités de crédit en cliquant sur "Ajouter au panier" et "Passer la commande".
- Pas d'accès à Internet ? Continuez à utiliser le bon de commande fourni par le CTA.

Vous êtes une organisation ACP active dans l'agriculture mais n'êtes pas abonnée aux publications du CTA :

Demandez un abonnement via le site <http://publications.cta.int>, par courriel à pdsorders@cta.int ou par la poste à CTA – PDS, PO Box 173, 6700 AD Wageningen, Pays-Bas.

En 2015, les organisations qui s'abonnent recevront 200 unités de crédit. Celles déjà abonnées recevront 200 unités de crédit plus la moitié du nombre d'unités de crédit dépensées en 2014, soit un maximum de 400 unités de crédit.

Vous n'êtes pas dans un des cas mentionnés ci-dessus :

Vous pouvez, soit acheter les ouvrages auprès des éditeurs ou en librairie, soit les télécharger sur <http://publications.cta.int> si elles sont en accès libre. Plus de la moitié de nos titres sont téléchargeables gratuitement !

Les titres précédés du symbole ■ sont disponibles à l'achat chez les éditeurs mentionnés ou en librairie.

▼ Innovations locales et paysannes

La Fondation de France, le Comité français pour la solidarité internationale et le Groupe Initiative ont mené un travail commun pour capitaliser sur les innovations locales et paysannes en Afrique, Amérique latine et Asie autour de trois thèmes : l'accès au marché, la gestion des ressources naturelles et le financement. Les 25 innovations présentées, émanant des acteurs de terrain et des agriculteurs, sont institutionnelles, techniques, organisationnelles, managériales ou financières, et basées sur des interactions sociales.

Les agricultures familiales innovent
 fiches innovations
 CFSI, Fondation de France, Groupe initiative, Inter-réseaux, octobre 2014, 105 p.
 Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/npj9x9h>

▼ Microfinance verte

Depuis une dizaine d'années, le secteur de la microfinance s'intéresse au volet environnemental du développement en finançant des activités "vertes", en réduisant l'empreinte écologique de l'institution elle-même, en limitant l'impact environnemental des activités de ses clients ou en sensibilisant les clients aux questions de l'environnement. Encore embryonnaire, la microfinance verte est amenée à se développer car la finalité sociale et, par ricochet, la responsabilité sociétale fait généralement partie de son ADN et elle répond à un besoin des emprunteurs.

Zoom Microfinance,
 Une microfinance de plus en plus verte : Tendance lourde ou effet de mode ?
 SOS Faim, septembre 2014, 9 p.
 Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/ln7ctbv>

QUATRE QUESTIONS À SAMSON VILVIL FARE SUR LA COOPÉRATION PACIFIQUE-CARAÏBES

Samson est Coordinateur adjoint de programmes, politiques de développement agricole et rural. Il est chargé du programme intra-ACP au sein du CTA.



1 *Le Programme de politique agricole intra-ACP encourage le développement de l'agriculture des Caraïbes et du Pacifique par leur intégration dans les marchés. Quelles sont ses particularités ?*

Il existe un très grand nombre de programmes intra-ACP, mais le programme dont il est question ici vise à faire partager les bonnes pratiques agricoles d'une région à l'autre, et plus particulièrement concernant les petits États insulaires en développement (PEID). Ce programme comporte quatre composantes : politique agricole, chaînes de valeur et de commercialisation, TIC, science, technologies et changement climatique, et gestion des connaissances et de la communication. Il a été conçu pour aider les PEID des Caraïbes et du Pacifique à s'ouvrir à l'international, source de bonnes pratiques et de partenariats tant techniques que financiers. Pour atteindre ces objectifs, le CTA développe plusieurs actions et partage son expertise dans des domaines aussi variés que le développement des chaînes de valeur ou la gestion des connaissances.

2 *Comment les petits exploitants agricoles des Caraïbes et du Pacifique peuvent-ils être mieux intégrés aux marchés ?*

L'agritourisme est un exemple particulièrement intéressant. Dans les Caraïbes comme

dans le Pacifique, le tourisme représente plus de la moitié du PIB. Or, bien souvent, les touristes ne consomment pas de produits locaux. Pourquoi faire l'impasse sur cet énorme marché (40 millions de touristes par an dans les Caraïbes et 1,5 million dans le Pacifique) ? Pour relier les producteurs locaux aux marchés, le CTA apporte une aide financière et technique aux associations de producteurs ainsi qu'aux institutions partenaires du programme. Une conférence a été aussi organisée sur l'agritourisme dans les Caraïbes. En associant des décideurs politiques à cet événement, le CTA entendait contribuer à la mise en place de politiques favorables à ce secteur.

Au-delà du niveau local, le constat est que dans ces régions, qui ont difficilement accès au marché international pour de multiples raisons (éloignement, insuffisance de la production, etc.), il faut tirer parti des ressources existantes. Les touristes, s'ils sont invités à découvrir des produits locaux de qualité, pourront être de potentiels clients une fois de retour chez eux. De nombreux produits de niche, l'huile vierge de noix de coco, la viande biologique, le café, etc. peuvent ainsi être produits et exportés davantage, à l'instar du chocolat de Grenade, vendu sur les marchés internationaux. Les consommateurs sont prêts à payer davantage pour des produits éthiques et de qualité.

3 *Dans un contexte de changement climatique, l'agriculture intelligente face au climat a-t-elle une signification particulière ?*

Le changement climatique est une question de survie pour les PEID. Les zones côtières, où se trouvent la majorité des populations et des infrastructures sont les plus touchées. Or dans ces États on ne peut parler d'atténuation, car ils produisent quasiment pas CO₂. L'agriculture intelligente pour le climat est, dès lors, une réponse adaptée et la recherche est au premier plan dans ce domaine. Le Centre

des cultures et des arbres du Pacifique (CePact) du Secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS) a ainsi mis au point des cultures vivrières adaptées au changement climatique. Des tests ont été faits sur la reproduction de cultures comme le taro d'eau (*Colocasia sp.*) ou le fruit à pain, avec des résultats très positifs sur le terrain. Des échanges sont ainsi envisagés avec l'Institut caribéen de recherche et de développement agricoles de Trinité et Tobago - avec, par exemple, un taro adapté à des niveaux élevés de salinité de l'eau.

4 *2014, était l'année internationale des PEID de l'ONU, quel bilan tirer de cet événement ?*

Une année internationale de l'ONU est toujours un événement positif. Cette année 2014 a permis à la communauté internationale de prendre conscience de l'urgence de la situation des PEID. Mais il faut faire en sorte que cette attention ne se relâche pas dans les années à venir car les défis sont nombreux. Le CTA a axé ses efforts sur le secteur privé car les producteurs agricoles sont, avant tout, intéressés par les échanges commerciaux. En amont de la conférence internationale de l'ONU organisée en septembre 2014 aux Samoa, le CTA s'est ainsi associé à un forum organisé pour le secteur privé dans l'objectif d'appuyer les politiques de développement durable des PEID. Des résultats tangibles ont été obtenus avec la conclusion de partenariats, comme celui entre le CTA et l'Organisation du secteur privé des îles du Pacifique, en vue de renforcer les systèmes agroalimentaires dans le Pacifique en soutenant le développement de l'agro-industrie. Autre résultat concret, l'organisation d'une Semaine de l'agriculture du Pacifique, sœur jumelle de la Semaine de l'agriculture des Caraïbes, qui aura lieu au Vanuatu en 2015.

Plus d'informations sur le Programme de politique agricole intra-ACP : <http://tinyurl.com/ozc8vkl>

Services aux lecteurs

Écrire à *Spore*

CTA — rédaction de *Spore*
PO Box 380
6700 AJ Wageningen
Pays-Bas
Fax : + 31 317 460067
E-mail : spore@cta.int

S'abonner à *Spore*

RECEVOIR LA VERSION IMPRIMÉE
L'abonnement est :

- gratuit pour les organisations et personnes actives dans le développement rural et résidant dans un pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) : s'abonner

- via <http://publications.cta.int> en cliquant sur "Demander un abonnement gratuit" ;

- par la poste (CTA *Spore* Abonnements, PO Box 173, 6700 AD Wageningen, Pays-Bas) ou par courriel à spore@cta.int.

- payant pour toute autre adresse : 36 € par an (6 numéros)

Abonnement à souscrire auprès de Earthprint Ltd
Cavendish Road
Cavendish House
Stevenage, Herts
SG1 2EQ
United Kingdom
E-mail : CTA@earthprint.co.uk

RECEVOIR LE RÉSUMÉ
GRATUIT PAR E-MAIL

Abonnez-vous à l'édition e-mail (90 kb) à :

<http://spore.cta.int>

ou envoyez un e-mail vierge à :

join-spore-fr@lists.cta.int

Pour la version texte seulement :

join-spore-text-fr@lists.cta.int

LIRE SPORE SUR ÉCRAN

- sur le Web : consultez spore.cta.int

Reproduire *Spore*

- Pour un usage non commercial, les articles de *Spore* peuvent être librement reproduits à condition de mentionner la source. Merci d'envoyer une copie à la rédaction.

- Pour toute reproduction à des fins commerciales, demandez l'autorisation préalable.

DOSSIER | Data



Les politiques sont de plus en plus conscientes que les pays doivent disposer de statistiques et données fiables et de qualité pour améliorer le secteur agricole. Tour d'horizon des initiatives.

© AGRA

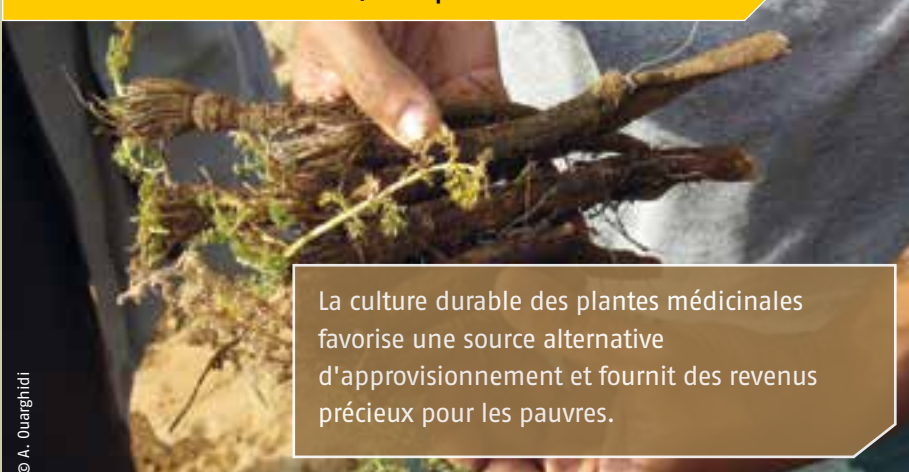
À LA UNE | L'impact des réfugiés sur les ressources



La présence de réfugiés met à rude épreuve les économies et les infrastructures des pays pauvres. Dans quelle mesure ce défi affecte-t-il les régions ACP ?

© UNHCR/S Modola

CHAÎNES DE VALEUR | Les plantes médicinales



La culture durable des plantes médicinales favorise une source alternative d'approvisionnement et fournit des revenus précieux pour les pauvres.

© A. Ouarghidi

Savoir c'est...

Se nourrir • Pouvoir prospérer •
Déjà s'adapter • Être compétitif •
Être en mesure de changer



Découvrez comment
en cliquant sur
www.cta.int/savoir-cest





COLLECTION
PRO-AGRO

**Disponible
au CTA**

Pro-Agro: Le manuel agricole de référence

**Tous les savoir-faire essentiels pour
l'agriculteur des pays tropicaux et
subtropicaux**